

Socfin

2016 RAPPORT ANNUEL

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DES CAOUTCHOUCS

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfin	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	9
1. Caoutchouc	9
2. Huiles végétales	11
Environnement et responsabilité sociale	14
Chiffres clés	15
1. Indicateurs d'activités	15
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	16
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	16
Données boursières	17
Faits marquants de l'exercice	17
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	18
1. Introduction	18
2. Conseil d'Administration	18
3. Les Comités du Conseil d'Administration	21
3.1. Comité d'Audit	21
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	21
4. Rémunérations	21
5. Notification de l'actionnariat	22
6. Calendrier financier	23
7. Audit externe	23
8. Autres informations	23
Déclaration de conformité	24
Rapport de gestion consolidé	25
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	29
Etats financiers consolidés	31
1. Etat de la situation financière consolidée	31
2. Compte de résultat consolidé	33
3. Etat du résultat étendu consolidé	34
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	35
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	36
6. Annexe aux états financiers consolidés	37
Note 1. Généralités et méthodes comptables	37
Note 2. Filiales et entreprises associées	47
Note 3. Retraitements des filiales et impacts sur les comptes comparatifs	50
Note 4. Acquisitions d'activités	52
Note 5. Ecart d'acquisition	52
Note 6. Immobilisations incorporelles	53
Note 7. Immobilisations corporelles	54
Note 8. Actifs biologiques producteurs	55
Note 9. Immeubles de placement	56
Note 10. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	57
Note 11. Titres disponibles à la vente	60
Note 12. Impôts différés	61
Note 13. Stocks	63
Note 14. Créances commerciales (actifs courants)	64
Note 15. Autres créances (actifs courants)	64
Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles	65

SOMMAIRE

Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	66
Note 18. Capital et prime d'émission	66
Note 19. Réserve légale	66
Note 20. Engagements de retraites	67
Note 21. Dettes financières	70
Note 22. Autres dettes	72
Note 23. Instruments financiers	73
Note 24. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	75
Note 25. Dotations aux amortissements	75
Note 26. Dépréciations d'actifs	76
Note 27. Autres produits financiers	79
Note 28. Charges financières	79
Note 29. Charge d'impôts	80
Note 30. Résultat net par action	82
Note 31. Dividendes et tantièmes	82
Note 32. Informations relatives aux parties liées	83
Note 33. Engagements hors bilan	84
Note 34. Concessions de terrains agricoles	85
Note 35. Information sectorielle	86
Note 36. Gestion des risques	92
Note 37. Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements	95
Note 38. Environnement politique et économique	96
Note 39. Evénements postérieurs à la date de clôture	96
Note 40. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	96
Rapport de gestion social	97
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	103
Etats financiers sociaux	105
1. Bilan au 31 décembre 2016	105
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016	107
3. Annexe aux états financiers de l'exercice 2016	108

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 5 décembre 1959 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

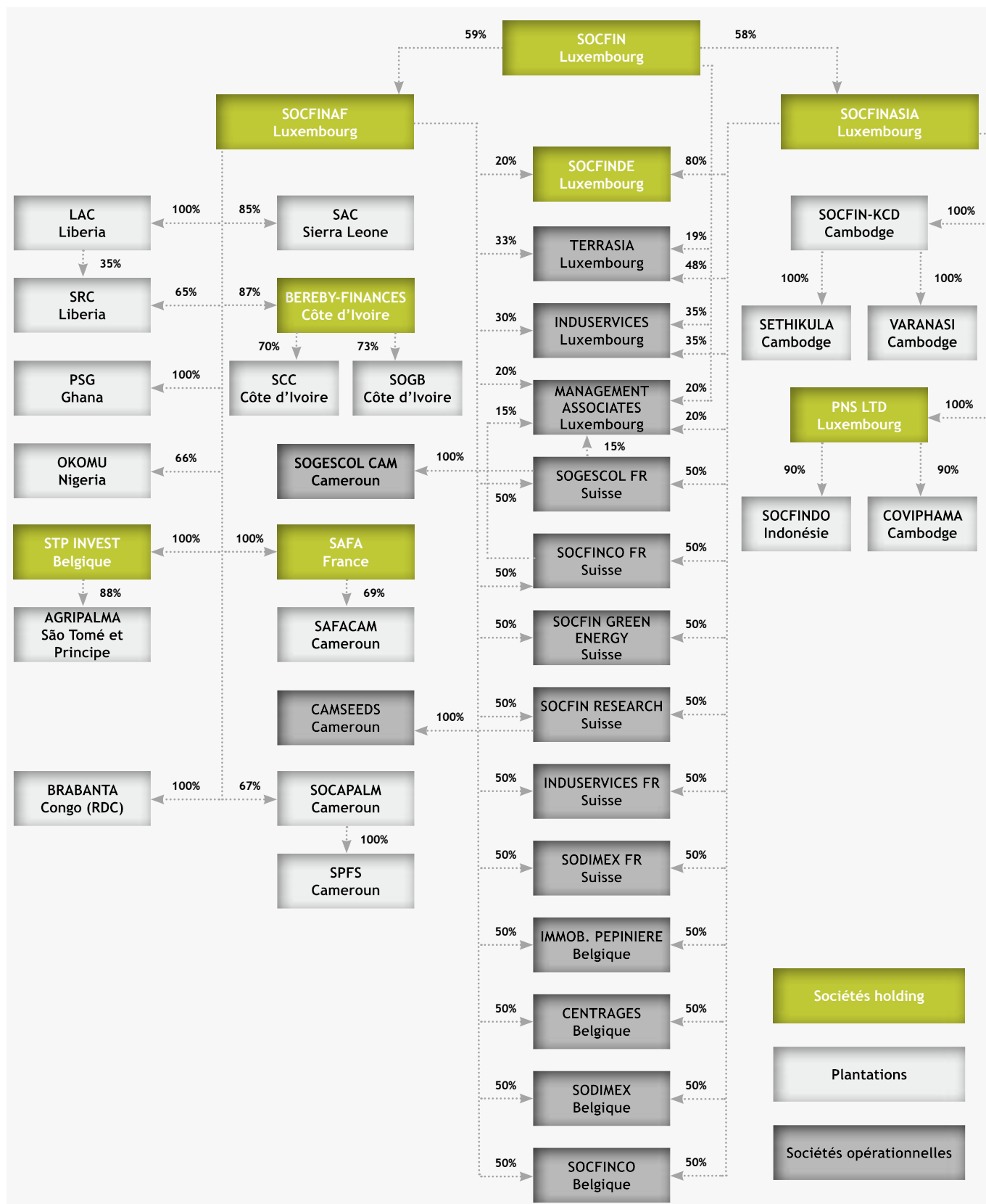
L'activité principale de Socfin consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 189.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est. Socfin emploie 30.608 personnes et a réalisé en 2016, un chiffre d'affaires consolidé de 517,3 millions d'euros.

2. Historique

- **05/12/1959** Constitution de la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal » sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **09/06/1960** Les titres Socfinal ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1960** Depuis sa constitution, Socfinal a investi, entre autre, dans : Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » S.A. (Belgique) ; Plantations Nord-Sumatra (Belgique) ; Selangor Plantations Company Berhad (Malaisie) ; Sennah Rubber Company Ltd (Angleterre) et différentes sociétés de cultures équatoriales congolaises.
- **31/12/1965** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements en Indonésie : Société de Cultures Asahan S.A. ; Société de Cultures Batangara S.A. ; Huileries de Deli S.A. et Société de Cultures Sungei Liput S.A.
- **31/12/1971** Socfinal investit dans la Compagnie Internationale de Cultures « Intercultures » S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg ; Socfin Industrial Development « Socfinde » S.A. (Luxembourg) et dans la Compagnie du Cambodge (France).
- **31/12/1972** Socfinal participe à la constitution de Socfinasia S.A. (Luxembourg) en échange des actions des sociétés indonésiennes Asahan, Batangara, Huileries de Deli et Sungei Liput. Socfinasia S.A. sera cotée à la Bourse de Luxembourg en 1973.
- **31/12/1975** Sortie des titres Socfin (Belgique) du portefeuille.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1994** Socfinal investit à hauteur de 60% dans le capital de la SOGB (Côte d'Ivoire) suite à la privatisation de cette plantation ivoirienne. Cette participation sera cédée à Intercultures.
- **31/12/1999** Vente des participations Selangor Holding et Plantations Nord-Sumatra S.A.
- **31/12/2000** Cession des actions Sennah Rubber Company Ltd suite à l'OPA/OPE sur ces titres.
- **15/11/2006** Suite à la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off), Socfinal détient directement, d'un côté Socfinasia S.A. (Asie) et de l'autre Intercultures (Afrique).
- **30/06/2008** Constitution de Management Associates (Luxembourg).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin. Changement de la dénomination d'Intercultures en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **29/08/2014** Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantation qui exploite 5.400 ha de palmiers à huile et 4.400 ha d'hévéas. A l'issue de cet échange, Socfin détient encore 55,08% de Socfinaf S.A.
- **31/12/2014** La participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. Socfin détient 56,48% du capital de Socfinasia S.A. et 58,79% du capital de Socfinaf S.A.

Portrait du Groupe

3. Structure du Groupe



4. Renseignements sur les participations de Socfin

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
1) Titres cotés		
<i>Luxembourg</i>		
Socfinasia S.A.	11.324.179	57,79%
Socfinaf S.A.	10.497.046	58,85%
2) Titres non cotés		
<i>Luxembourg</i>		
Terrasia S.A.	1.891	18,91%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfin détient une participation.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et

le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFINASIA S.A.

SOCFINASIA S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 25.062.500.

Le bénéfice de l'exercice clôturé au 31 décembre 2016 s'élève à EUR 36.079.347. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,50 par action. Pour rappel, EUR 0,50 a déjà été versé fin 2016 au titre d'acompte sur l'exercice 2016.

Chiffres clés (milliers d'euros)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	303.939	300.013
Actifs circulants	92.165	79.384
Capitaux propres (*)	378.777	369.287
Dettes, provisions et tiers	17.327	10.110
Résultat de l'exercice	36.079	35.522
Résultat distribué	21.771	22.025
Cours de bourse (euro)	21,11	17,48
Dividende unitaire brut (euro)	1,00	1,00
Dividende/capitalisation boursière (%)	4,74	5,72
Participation de Socfin (%)	57,79	56,48

(*) Avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

Portrait du Groupe

SOCFINAF S.A.

SOCFINAF S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale, pour l'essentiel dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture au 31 décembre 2016 par un profit de EUR 12.991.886. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai prochain la mise en paiement d'un dividende de EUR 0,10 par action.

Capital : EUR 35.708.400.

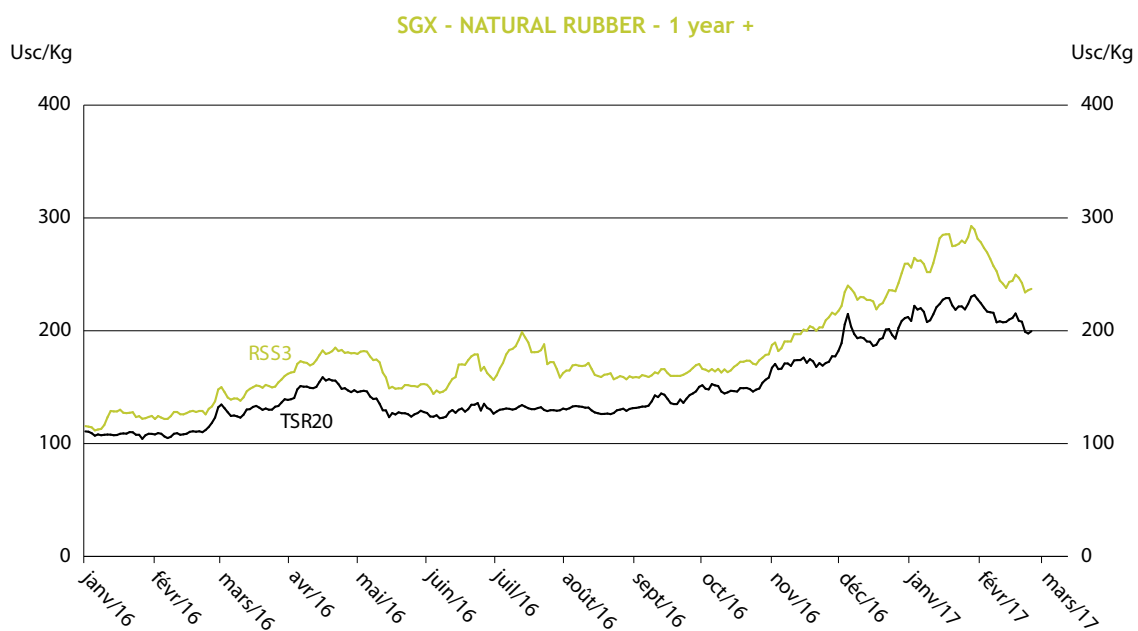
Chiffres clés (milliers d'euros)

Au 31 décembre	2016	2015
Actifs immobilisés	451.455	425.745
Actifs circulants	15.313	15.917
Capitaux propres (*)	234.010	221.249
Dettes, provisions et tiers	232.758	220.413
Résultat de l'exercice	12.991	6.919
Résultat distribué	1.982	0
Cours de bourse (euro)	15,61	15,00
Dividende unitaire brut (euro)	0,10	0,00
Dividende/capitalisation boursière (%)	0,64	N.a.
Participation de Socfin (%)	58,85	58,79

(*) Avant affectation du dividende.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2016

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2016 est de 1.378 USD/tonne FOB Singapour, presque inchangée par rapport à la moyenne 2015 qui était de 1.369 USD/tonne.

Les cours du caoutchouc naturel sont restés sous pression en début d'année dans un contexte d'offre toujours abondante et d'un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise. Dans le même temps, début 2016, les marchés des matières premières ont plongé dans la lignée des fortes baisses sur les marchés financiers en Chine et à travers le monde.

Dans ce contexte, le TSR20 a atteint fin janvier son plus bas niveau depuis décembre 2008 à 1.042 USD/tonne. La pression à la baisse des cours du caoutchouc naturel a également été accentuée par la chute des cours du pétrole, le Brent étant passé sous la barre des 30 dollars le baril à la fin janvier.

Afin d'enrayer les chutes des cours, les grands pays producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) ont annoncé dans le courant du mois de février vouloir réduire leurs exportations de caoutchouc naturel de 615.000 tonnes pendant 6 mois à partir du mois de mars. Cette annonce, couplée à une reprise des cours du pétrole et à un hivernage prononcé dans le Sud-Est asiatique, a entraîné une remontée temporaire des cours du caoutchouc qui ont atteint à la fin avril 1.588 USD/tonne, soit une hausse de plus de 50% en moins de 3 mois.

Perspectives 2017

Les cours du caoutchouc naturel ont été soutenus et très volatiles en ce début d'année. Le TSR20 (1^{re} position sur SGX) a atteint mi-février son plus haut niveau depuis plus de 3 ans à 2.316 USD/tonne FOB Singapour.

Les prix ont poursuivi leur tendance haussière dans un contexte global de demande relativement soutenue et suite aux craintes d'une possible réduction de l'offre liée aux inondations persistantes dans le sud de la Thaïlande, 1^{er} producteur mondial de caoutchouc naturel. Certains experts ont estimé que ces inondations pourraient réduire la production thaïlandaise de plus de 7% en 2017, soit environ 360.000 tonnes.

Les cours du caoutchouc synthétique ont également fortement progressé en début d'année suite à un manque de capacité de production en Asie.

A partir de la mi-février, les pluies ont cessé en Thaïlande. Dans le même temps, le gouvernement

En l'absence d'une demande soutenue et suite à la reprise des productions après la période d'hivernage, les cours sont repartis à la baisse à partir du mois de mai et ont évolué aux alentours des 1.250-1.350 USD/tonne jusqu'à la mi-septembre.

Les cours du caoutchouc sont repartis solidement à la hausse durant le dernier trimestre 2016 et ce, suite à une accumulation de facteurs haussiers : un signal clair de reprise de la consommation chinoise de caoutchouc naturel, les inquiétudes concernant une possible réduction de l'offre suite aux inondations dans le sud de la Thaïlande, l'accord conduit par l'OPEP et d'autres pays producteurs pour réduire l'offre de pétrole, une anticipation de l'accélération de la croissance économique américaine suite au résultat de l'élection présidentielle « effet Trump » et un regain d'intérêt des fonds spéculatifs pour le caoutchouc naturel.

Après avoir atteint un niveau proche des 2.150 USD/tonne à la mi-décembre, les cours du TSR20 (1^{re} position sur SGX) ont clôturé l'année à 1.935 USD/tonne, soit une progression de près de 75% par rapport à leur niveau de début d'année.

Dans ses dernières prévisions pour l'année 2016, l'International Rubber Study Group table désormais sur un déficit de production estimé à 216.000 tonnes. L'IRSG estime actuellement la production de caoutchouc naturel en 2016 aux alentours des 12,295 millions de tonnes contre une consommation estimée à 12,511 millions de tonnes.

thaïlandais a mis en vente une partie importante de ses réserves de caoutchouc naturel. Les cours du caoutchouc ont donc été corrigés pour s'approcher du niveau psychologique des 2.000 USD/tonne.

Un rééquilibrage de l'offre et de la demande pourrait se faire après la période d'hivernage. Les niveaux de cours actuels pourraient en effet encourager de nombreux planteurs à remettre leurs arbres en saignée.

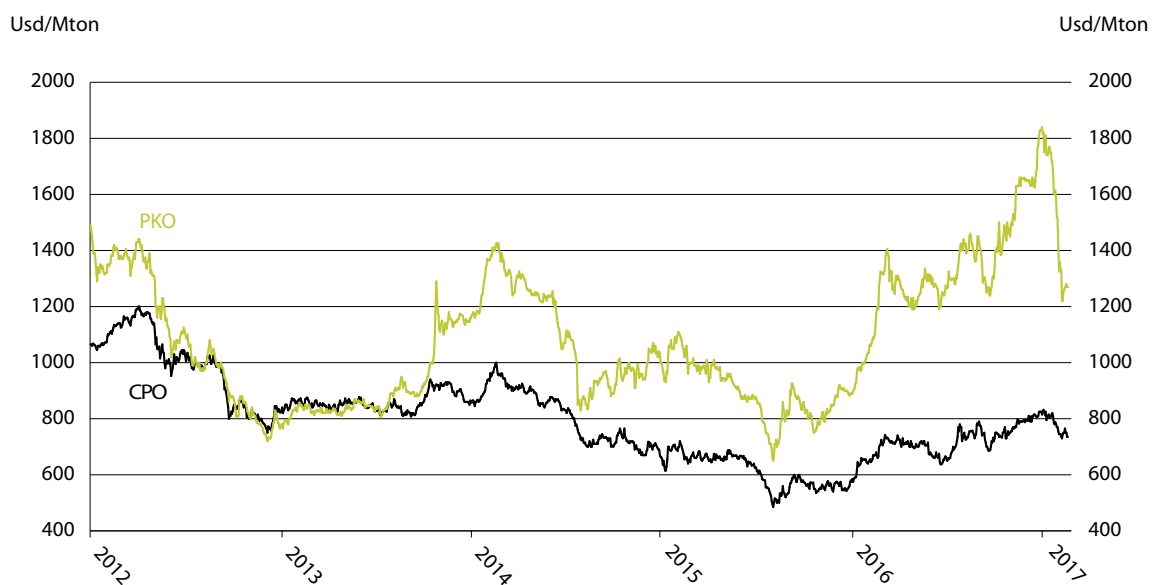
L'évolution des cours du caoutchouc naturel au 2^{ème} semestre dépendra également de nombreux facteurs difficilement maîtrisables tels que l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs, etc.

Pour 2017, les dernières prévisions de l'IRSG tablent actuellement sur une hausse de la production de caoutchouc naturel de 5% (12,92 millions de tonnes) contre une hausse de la consommation de 2,9% (12,87 millions de tonnes).

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2000	1995
Indonésie	35,0	32,1	33,4	30,8	28,4	26,9	24,1	7,1	4,2
Malaisie	19,9	17,3	20,0	19,6	19,2	18,8	18,9	10,8	7,8
Autres	9,6	9,5	9,1	8,8	8,6	8,0	7,5	4,1	3,2
TOTAL	64,5	58,9	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	22,0	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2016 à sept 2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2012	2010	2008
Palme	64,9	58,9	62,5	59,2	56,2	53,7	45,9	43,6
Soja	53,4	51,5	48,8	45,1	42,7	41,8	40,2	36,8
Colza	24,3	25,0	26,3	26,9	25,2	24,5	24,0	20,0
Tournesol	17,8	16,4	15,1	16,3	14,0	14,8	12,5	10,9
Coton	4,2	4,1	4,7	4,9	5,0	5,1	4,6	5,0
Arachide	4,1	3,7	3,7	3,9	4,0	4,0	4,2	4,2
Palmiste	6,9	6,4	6,8	6,5	6,2	5,9	5,2	5,0
Coprah	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	3,2	3,6	3,2
TOTAL	178,4	168,7	170,8	165,9	156,6	153,0	140,2	128,7

(*) Estimation.

Le marché international en 2016

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2016 est de 700 USD/tonne contre 622 USD/tonne en 2015.

Le ralentissement attendu des productions d'huile de palme, provoqué par les effets retardés de la sécheresse enregistrée en 2015, s'est confirmé en début d'année entraînant une hausse progressive des cours. Après un début d'année difficile, avec des niveaux de prix nettement en dessous des 600 USD/tonne, les cours du CPO CIF Rotterdam ont atteint les 740 USD/tonne à fin mars et se sont maintenus au-dessus des 700 USD/tonne jusqu'à la fin du mois de mai.

La hausse des cours du pétrole a également favorisé un rebond des cours de l'huile de palme sur cette période. Le baril de Brent après avoir touché les 28 dollars à la fin janvier, s'est en effet apprécié de plus de 70% en 3 mois pour atteindre 48 dollars à la fin avril.

A la fin du mois de juin, la hausse saisonnière des productions et la faiblesse des prix d'autres huiles végétales, en particulier l'huile de soja, ont fait baisser les cours de l'huile de palme. Début juillet, le CPO CIF Rotterdam repassait sous la barre des 650 USD/tonne.

Les prix ont ensuite connu un sursaut inattendu, provoqué par de nouvelles révisions à la baisse des chiffres de production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie et par une demande soutenue des pays importateurs, Inde et Chine en tête.

Les cours de l'huile de palme CIF Rotterdam sont progressivement passés de 700 USD/tonne début octobre à plus de 800 USD/tonne à fin décembre.

Alors que la production d'huile de palme augmente chaque année de 2 à 3 millions de tonnes, la production 2016 serait en baisse de près de 3,6 millions de tonnes par rapport à 2015, conséquence directe du temps sec provoqué par le phénomène climatique El Niño en 2015.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Perspectives 2017

En 2017, la production mondiale d'huile de palme devrait connaître un rebond significatif (estimé à 6 millions de tonnes selon certains experts), contribuant ainsi à augmenter fortement l'offre globale d'huiles végétales sur les marchés, ce qui pourrait peser sur les prix.

L'évolution des cours du pétrole, les politiques d'achat des pays importateurs et la mise en place de politiques fiscales incitatives pour les biocarburants notamment, joueront également un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

Environnement et responsabilité sociale

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Un rapport annuel sur ces aspects (sustainability report) est mis à la disposition des actionnaires sur le site internet du Groupe ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa		Palmier
Au 31 décembre 2016				
Immatures (par année de planting)				
2016		1.759		5.975
2015		2.983		6.011
2014		4.216		8.510
2013		3.546		5.638
2012		3.578		466
2011		3.947		920
2010		3.193		-
2009		1.827		-
2008		209		-
TOTAL		25.259		27.520
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	13.852	(de 4 à 7 ans)	28.675
Matures	(de 12 à 22 ans)	13.682	(de 8 à 18 ans)	32.100
Vieux	(plus de 22 ans)	12.004	(plus de 18 ans)	36.301
TOTAL		64.797		124.595

Superficies (hectares)	2016	2015	2014	2013	2012
Palmier	124.595	116.299	103.494	95.163	89.514
Hévéa	64.797	65.070	58.595	56.266	54.614
TOTAL	189.392	181.369	162.089	151.429	144.128

Production	2016	2015	2014	2013	2012
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	356.012	362.574	345.226	315.801	315.967
Achats aux tiers	20.798	25.083	29.972	33.725	35.243
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	58.595	63.566	61.121	56.004	52.133
Achats aux tiers	65.050	58.543	46.031	44.638	36.996
Semences (milliers)					
Production propre	16.064	22.487	32.436	32.353	49.564

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2016	2015	2014	2013	2012
Palmier	281,8	264,9	249,7	244,1	276,9
Hévéa	148,6	154,3	159,8	186,7	223,9
Autres produits agricoles	10,6	14,0	19,9	20,3	34,8
Activités commerciales	68,8	66,6	63,9	69,2	93,9
Autres	7,5	9,7	15,2	7,1	8,2
TOTAL	517,3	509,5	508,4	527,4	637,7

Personnel	2016	2015	2014	2013	2012
Effectifs moyens	30.608	32.258	29.625	27.219	25.926

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	2016	2015	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	517	509	508	527	638
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.a.	N.a.	N.a.	109	174
Résultat opérationnel	78	56	58	22	250
Résultat "Part du Groupe"	11	5	29	-4	60
EBITDA	144	150	N.a.	N.a.	N.a.
Flux de trésorerie opérationnel	99	167	107	134	119
Flux de trésorerie libre	13	22	-26	-22	-2

EBITDA = Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements.

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'euros)	2016	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)
Actifs biologiques producteurs	504	483	394	1.214	1.446
Autres actifs non-courants	353	375	359	316	256
Actifs courants	277	245	270	275	333
Capitaux propres totaux	662	688	653	1.258	1.488
Passifs non-courants	242	174	190	328	395
Passifs courants	230	242	180	219	153

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Données boursières

(euros)	2016	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)
Nombre d'actions	14.159.720	14.240.000	14.240.000	14.240.000	14.240.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	327.128.087	337.451.535	324.089.231	632.879.833	738.652.856
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	0,81	0,36	2,02	-0,27	4,24
Dividende par action	0,60	0,60	0,70	1,30	2,25
Cours de bourse					
minimum	21,16	24,31	27,25	33,50	25,65
maximum	26,13	34,00	38,00	39,90	40,60
clôture	24,23	24,31	32,00	34,15	35,00
Capitalisation boursière	343.019.217	346.174.400	455.680.000	486.296.000	498.400.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	74,07%	166,67%	34,65%	N.a.	53,07%
Dividendes/capitalisation boursière	2,48%	2,46%	2,19%	3,81%	6,43%
Cours de bourse/bénéfice par action	29,91	67,53	15,84	N.a.	8,25

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Faits marquants de l'exercice

Février :	Suite à la liquidation de Palmcam S.A. (Cameroun), inscription d'actions Socapalm (Cameroun) pour porter le pourcentage de détention à 67,46%. Achat d'actions Safacam ;
Avril :	Souscription à l'augmentation de capital d'Induservices FR (Suisse) ;
Mai :	Souscription à l'augmentation de capital d'Immobilière de la Pépinière (Belgique) ;
Octobre :	Souscription aux augmentations de capital de Sodimex FR (Suisse) et de Plantations Socfinaf Ghana « PSG » ;
Décembre :	Souscription à l'augmentation de capital de Salala Rubber Corporation « SRC ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfin est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président	AGO 1981	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur	AGE 1990	AGO 2019
Bolloré Participations représentée par M. Cédric de Baillencourt	Française	1969	Administrateur	AGO 1997	AGO 2021
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020
M. Philippe de Taux	Belge	1951	Administrateur et Secrétaire Général	AGO 1998	AGO 2018
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Administration and Finance Corporation « AFICO », Administrateur sortant, est rééligible. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2017 de procéder au renouvellement de ce mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odé et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2016 : 97%
- 2015 : 100%
- 2014 : 100%
- 2013 : 96%
- 2012 : 100%

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2017. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 22 mars 2017, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfin sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même,

pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfin au titre de l'exercice 2016 s'élève à EUR 8.238.379 et pour l'exercice 2015 à EUR 11.537.785.

Les Administrateurs de Socfin n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

5. Notification de l'actionnariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)	Pourcentage détenu	Date de la notification
Geselfina S.A. FL-9490 Vaduz		24,25	02/01/2017
AFICO S.A. L-1650 Luxembourg	2.596.352	18,33	02/01/2017
Twosun Fin. Establishment CH-1201 Genève		11,65	02/01/2017
Hubert Fabri	1.000	0,01	02/01/2017
Total Hubert Fabri (direct et indirect)		54,24	
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	50	0,007	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	120.338	16,901	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	82.111	11,532	10/03/2008
Technifin CH-1705 Fribourg	56.000	7,865	10/03/2008
Plantations des Terres Rouges L-1724 Luxembourg	13.404	1,883	10/03/2008
Compagnie des Glénans F-29500 Ergué Gaberic	4.000	0,562	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	275.903	38,750	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1^{er} juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 712.000.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 80.280 actions doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. Les droits de vote et les droits au dividende de ces actions sont suspendus. Le nombre de droits de vote total de la société s'élève à 14.159.720.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

6. Calendrier financier

31 mai 2017	Assemblée Générale Ordinaire à 12h
14 juin 2017	Païement du solde de dividende de l'exercice 2016 (coupon n° 72)
Fin août 2017	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2017
Fin septembre 2017	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2017
Mi-novembre 2017	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2017
Fin mars 2018	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2017
Mi-avril 2018	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2018
Mi-mai 2018	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1er trimestre 2018
30 mai 2018	Assemblée Générale Ordinaire à 12h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé C - CLERC S.A. 1 rue Pletzer L-8080 Bertrange.	En 2016, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 96.580 TVAC.
---	---

8. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 31 mai 2017.

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 intègrent aux comptes annuels de Socfin, toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfin (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005. Toutes les normes applicables au 31 décembre 2016 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Les soldes d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 ainsi que les comptes 2015 ont été révisés afin de tenir compte de retraitements concernant la capitalisation des charges de développement de la filiale du Sierra Leone en actifs biologiques producteurs ainsi que les retraitements 2015 des comptes sociaux de la filiale du Congo (RDC). Les impacts de ces retraitements dans les comptes consolidés sont décrits à la note 3.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2016, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 11,4 millions d'euros contre 5,2 millions d'euros en 2015. Il en résulte un profit net « Part du Groupe » de 0,81 euro par action contre 0,36 euro en 2015.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2016 s'élève à 517,3 millions d'euros contre 509,5 millions d'euros en 2015 (+7,8 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte principalement de la hausse des prix (28 millions d'euros), de la dépréciation des devises de transaction par rapport à l'euro (- 11,3 millions d'euros), de la baisse des quantités (-2,5 millions d'euros) ainsi que de la baisse du chiffre d'affaires relatif à la commercialisation des produits hors-groupe (-6,4 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'élève à 77,6 millions d'euros contre 55,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les autres produits financiers sont en baisse à 13,1 millions d'euros contre 19,6 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ils sont principalement composés de gains de change pour 11,2 millions d'euros.

Les charges financières s'établissent à 26,8 millions d'euros contre 31,9 millions d'euros au 31 décembre 2015. Elles sont principalement composées de pertes de change et d'écarts de conversion pour un montant de 15,8 millions d'euros et d'intérêts débiteurs pour 8,9 millions d'euros.

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 30 millions d'euros contre 28,7 millions d'euros en 2015. Les produits d'impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 5,8 millions d'euros contre 10,2 millions d'euros en 2015.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfin se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 856,6 millions d'euros contre 857,9 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une légère diminution de -1,3 millions d'euros, principalement en raison de la réduction de valeur sur l'écart d'acquisition positif sur Coviphama Co Ltd de 3,8 millions d'euros et de la baisse de la valeur nette des autres immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (-28,1 millions d'euros) dus au mouvement sur les écarts de conversion principalement liés à la dévaluation du naira et du franc congolais ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 277,2 millions d'euros contre 245,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 (forte hausse de la trésorerie de +46,2 millions d'euros).

Rapport de gestion consolidé

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 327,1 millions d'euros contre 337,5 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette diminution des fonds propres de l'ordre de -10,4 millions d'euros provient pour l'essentiel du résultat de l'exercice (+11,4 millions d'euros), de la variation de la réserve pour écart de conversion (-14,9 millions d'euros) et de l'affectation des résultats (-8,5 millions d'euros, solde 2015 et acompte 2016 inclus).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » avant distribution du solde du dividende de 23,10 euros contre 23,70 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2016, le cours de bourse s'élève quant à lui à 24,23 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en hausse à 471,4 millions d'euros contre 415,7 millions d'euros un an plus tôt. Cette variation provient principalement du nouvel emprunt obligataire contracté en 2016 pour une valeur totale de 80 millions d'euros contrebalancé par le remboursement d'une avance d'actionnaire de 31 millions à la filiale Socfinaf S.A.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2016, la trésorerie nette s'élève à 105,7 millions d'euros en hausse de 52,3 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 20,1 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 98,6 millions d'euros durant l'exercice 2016 (167,1 millions d'euros en 2015) et la capacité d'autofinancement à 127,3 millions d'euros contre 136,5 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 85,4 millions d'euros (contre 145,1 millions d'euros en 2015).

Les opérations de financement ont, quant à elles, mobilisé 41 millions d'euros (alors qu'un solde de 44,6 millions d'euros avait été généré en 2015 par recours à l'emprunt). Il s'agit principalement du nouvel emprunt obligataire de 80 millions d'euros contrebalancé par le paiement de dividendes pour 28 millions d'euros.

PERSPECTIVES 2017

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est. Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

SYSTEME GENERAL DE CONTROLE INTERNE ADAPTE AUX SPECIFICITES DES ACTIVITES DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Rapport de gestion consolidé

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicable aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Un rapport annuel sur ces aspects (sustainability report) est mis à la disposition des actionnaires sur le site internet du Groupe ou sur simple demande au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux Actionnaires de
Société Financière des Caoutchoucs,
en abrégé Socfin
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-après de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN et de ses filiales, comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les

états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, qui pourraient provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur concernant l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés dans le but de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non celui d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne dans son ensemble.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN et de ses filiales au 31 décembre 2016, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 38. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel dont les rapports de gestion et la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais à l'exclusion des états financiers et de nos rapports de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent à ces autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces dernières.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Autre sujet

Le rapport annuel comprend les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 27 à 28 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 101 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Bertrange, le 21 avril 2017

C - CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson
Réviseur d'entreprise agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2016	31/12/2015 Révisé	01/01/2015 Révisé
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants				
Ecart d'acquisition	5	11.035.405	14.789.247	16.242.469
Immobilisations incorporelles	6	5.061.064	1.117.951	1.109.400
Immobilisations corporelles	7	306.662.319	334.775.225	320.854.581
Actifs biologiques producteurs	8	503.617.863	482.587.023	409.018.076
Immeubles de placement	9	5.041.267	5.309.891	6.314.633
Titres disponibles à la vente	11	1.074.137	3.389.210	4.776.872
Avances à long terme		2.766.358	2.669.419	2.415.069
Actifs d'impôts différés	12	20.454.961	12.431.727	5.133.494
Autres actifs non-courants		846.217	823.001	2.395.105
		856.559.591	857.892.694	768.259.699
Actifs courants				
Stocks	13	65.371.291	67.557.144	78.966.821
Créances commerciales	14	32.547.003	39.699.266	33.737.086
Autres créances	15	27.913.952	27.313.812	33.693.627
Actifs d'impôts exigibles	16	13.476.829	19.097.528	14.541.474
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	137.939.082	91.700.532	108.818.175
		277.248.157	245.368.282	269.757.183
TOTAL ACTIFS		1.133.807.748	1.103.260.976	1.038.016.882

Etats financiers consolidés

		31/12/2016	31/12/2015 Révisé	01/01/2015 Révisé
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère				
Capital souscrit	18	24.920.000	24.920.000	24.920.000
Prime d'émission	18	501.847	501.847	501.847
Réserve légale	19	2.492.000	2.492.000	2.492.000
Réserves consolidées		344.660.621	346.336.336	327.839.101
Ecarts de conversion		-56.870.466	-41.987.532	-60.444.252
Résultat de l'exercice		11.424.085	5.188.884	28.780.535
		327.128.087	337.451.535	324.089.231
Participations ne donnant pas le contrôle	10	335.241.945	350.074.838	343.673.809
Capitaux propres totaux		662.370.032	687.526.373	667.763.040
Passifs non-courants				
Passifs d'impôts différés	12	13.895.622	10.219.934	13.998.983
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	20	43.775.860	39.965.936	36.502.103
Dettes financières à plus d'un an	21	166.501.440	108.256.590	127.166.882
Dettes commerciales à plus d'un an		0	128.769	0
Autres dettes	22	17.361.540	15.254.925	12.824.107
		241.534.462	173.826.154	190.492.075
Passifs courants				
Dettes financières à moins d'un an	21	85.253.960	68.372.870	46.117.962
Dettes commerciales		37.914.615	37.409.013	39.320.014
Passifs d'impôts exigibles	16	21.582.268	23.529.400	23.059.231
Provisions		3.234.742	4.048.949	198.734
Autres dettes	22	81.917.669	108.548.217	71.065.826
		229.903.254	241.908.449	179.761.767
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		1.133.807.748	1.103.260.976	1.038.016.882

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2016	2015 Révisé
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	35	517.327.790	509.491.487
Production immobilisée		47.131.292	75.254.413
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-3.830.051	-275.890
Autres produits opérationnels		15.057.197	16.056.715
Matières premières et consommables utilisés		-190.278.792	-198.586.187
Autres charges externes		-85.841.676	-104.692.810
Frais de personnel	24	-114.148.181	-117.209.736
Dotations aux amortissements	25	-58.825.491	-75.390.787
Autres charges opérationnelles		-48.947.625	-48.915.757
Résultat opérationnel		77.644.463	55.731.448
Autres produits financiers	27	13.080.355	19.587.263
Plus-values sur cessions d'actifs		129.186	284.956
Moins-values sur cessions d'actifs		-1.054.904	-1.084.956
Charges financières	28	-26.811.492	-31.894.208
Résultat avant impôts		62.987.608	42.624.503
Charge d'impôts sur le résultat	29	-30.008.213	-28.731.697
Charge d'impôts différés	29	5.832.152	10.157.874
Résultat net de l'exercice		38.811.547	24.050.680
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		27.387.462	18.861.796
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		11.424.085	5.188.884
Résultat net par action non dilué	30	0,81	0,36

Nombre d'actions Socfin	14.159.720	14.240.000
Résultat net par action non dilué	0,81	0,36
Résultat net par action dilué	0,81	0,36

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2016	2015 Révisé
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		38.811.547	24.050.680
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	20	626.048	-1.587.285
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-135.887	402.500
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		490.161	-1.184.785
Variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées, avant impôts		733.879	411.235
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		-214.440	-120.163
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts		-23.115	-11.377
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		-16.309	2.990
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		-30.415.689	30.906.729
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		-29.935.674	31.189.414
Total des autres éléments du résultat étendu		-29.445.513	30.004.629
Résultat étendu		9.366.034	54.055.309
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		12.069.746	30.711.050
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		-2.703.712	23.344.259

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2016	2015 Révisé
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		11.424.085	5.188.884
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		27.387.462	18.861.796
Juste valeur de la production agricole	13	451.918	11.320.754
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-2.926.958	-738.050
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		65.887.264	82.523.864
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		927.661	800.766
Charge d'impôts	29	24.176.061	18.573.823
Capacité d'autofinancement		127.327.493	136.531.837
Intérêts payés/reçus		7.524.672	7.717.223
Impôts payés		-30.008.213	-28.731.697
Variation de stocks		-4.492	1.141.139
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		13.069.021	-1.812.089
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-21.400.917	53.355.540
Comptes de régularisation		2.099.234	-1.067.568
Variation du besoin en fonds de roulement		-6.237.154	51.617.022
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		98.606.798	167.134.385
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-1.057.432	-199.745
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-86.095.976	-139.125.472
Cessions d'immobilisations corporelles		804.308	763.628
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		1.066.713	883.767
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	4	-121.426	-7.392.861
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-85.403.813	-145.070.683
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-8.495.832	-8.544.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-19.508.065	-20.639.998
Produits de l'émission d'actions		0	53.000
Produits d'emprunts		108.602.699	20.763.984
Remboursements d'emprunts		-32.084.098	-28.465.886
Intérêts payés/reçus		-7.524.672	-7.717.223
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		40.990.032	-44.550.123
Incidence des écarts de conversion		-1.889.481	2.308.992
Entrées/sorties de périmètre		15.867	86.045
Variation nette de trésorerie		52.319.403	-20.091.384
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	17	53.396.849	73.488.233
Trésorerie au 31 décembre	17	105.716.252	53.396.849
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		52.319.403	-20.091.384

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2014	24.920.000	501.847	2.492.000	-60.444.252	349.020.984	316.490.579	336.067.304	652.557.883
Révision des comptes d'ouverture (note 3)				0	7.598.652	7.598.652	7.606.505	15.205.157
Situation au 1^{er} janvier 2015	24.920.000	501.847	2.492.000	-60.444.252	356.619.636	324.089.231	343.673.809	667.763.040
Résultat de l'exercice					5.188.884	5.188.884	18.861.796	24.050.680
Pertes et gains actuariels					-587.583	-587.583	-597.202	-1.184.785
Variation de la juste valeur des instruments financiers					291.072	291.072	0	291.072
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-4.834	-4.834	-3.553	-8.387
Ecart de conversion				18.456.720	0	18.456.720	12.450.009	30.906.729
Résultat étendu				18.456.720	4.887.539	23.344.259	30.711.050	54.055.309
Dividendes					-7.120.000	-7.120.000	-20.361.451	-27.481.451
Acomptes sur dividendes					-1.424.000	-1.424.000	0	-1.424.000
Autres variations					-1.437.955	-1.437.955	-3.948.570	-5.386.525
Transactions avec les actionnaires					-9.981.955	-9.981.955	-24.310.021	-34.291.976
Situation au 31 décembre 2015	24.920.000	501.847	2.492.000	-41.987.532	351.525.220	337.451.535	350.074.838	687.526.373
Situation au 1^{er} janvier 2016	24.920.000	501.847	2.492.000	-41.987.532	351.525.220	337.451.535	350.074.838	687.526.373
Résultat de l'exercice					11.424.085	11.424.085	27.387.462	38.811.547
Pertes et gains actuariels					154.977	154.977	335.184	490.161
Variation de la juste valeur des instruments financiers					623.093	623.093	-103.654	519.439
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-22.933	-22.933	-16.491	-39.424
Ecart de conversion				-14.882.934	0	-14.882.934	-15.532.755	-30.415.689
Résultat étendu				-14.882.934	12.179.222	-2.703.712	12.069.746	9.366.034
Annulation d'actions					-1.018.196	-1.018.196	0	-1.018.196
Dividendes					-7.079.860	-7.079.860	-20.028.373	-27.108.233
Acomptes sur dividendes					-1.415.972	-1.415.972	0	-1.415.972
Autres variations (*)					1.894.292	1.894.292	-6.874.266	-4.979.974
Transactions avec les actionnaires					-7.619.736	-7.619.736	-26.902.639	-34.522.375
Situation au 31 décembre 2016	24.920.000	501.847	2.492.000	-56.870.466	356.084.706	327.128.087	335.241.945	662.370.032

(*) Au 31 décembre 2016, les impacts sont dus principalement :

- à l'annulation d'actions Socfinasia S.A. pour -3,2 millions d'euros (part Groupe) et -2,3 millions d'euros (part des minoritaires) ;
- à l'annulation d'actions Socfinaf S.A. pour -0,1 million d'euros (part Groupe) et -0,1 million d'euros (part des minoritaires) ;
- à la destruction des coupons prescrits de Socfin et Socfinasia S.A. pour 0,4 million d'euros (part Groupe) et 0,3 million d'euros (part des minoritaires) ;
- à la variation de pourcentage de participation dans Socfinasia S.A. suite à l'annulation d'actions pour 4,8 millions d'euros (part groupe) et -1 million d'euros (part des minoritaires) ;
- à la variation du pourcentage de détention dans PT Socfindo consécutive à l'annulation d'actions Socfinasia S.A. pour -0,5 million d'euros (part Groupe) et -2,4 millions d'euros (part des minoritaires).

	2016	2015
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	8.495.832	8.544.000
Nombre d'actions	14.159.720	14.240.000
Dividende par action distribué sur la période	0,60	0,60

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

La Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin (« la Société ») a été constituée le 5 décembre 1959. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 5937.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 21 avril 2017, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

Il n'y a pas de nouvelle norme, mise à jour de norme ou interprétation majeure dont l'application pour la première fois au cours de l'exercice comptable ouvert à compter du 1er janvier 2016 et dont l'impact est significatif pour le Groupe.

Socfin a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2016 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

Les normes ou amendements publiés mais qui n'ont pas d'application obligatoire qui pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés sont les suivants :

- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte

sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1er janvier 2018. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable au 1^{er} janvier 2019. La norme annule et remplace la norme IAS 17 actuelle ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Il n'y a pas d'autre nouvelle norme, mise à jour et interprétation publiée qui n'a pas encore d'application obligatoire dont l'impact pourrait être significatif pour le Groupe.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2016 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Etats financiers consolidés

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfin ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfin exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfin exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part

du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée à la note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures

Etats financiers consolidés

et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en

devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.18).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
1 euro est égal à :	2016	2015	2016	2015
Euro	1,000	1,000	1,000	1,000
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	4,4274	4,1316	4,3317	4,1395
Roupie indonésienne	14.162	15.020	14.695	14.832
Riel cambodgien	4.255	4.409	4.471	4.504
Naïra nigerian	321,58	214,72	272,88 (*)	214,07
Dobra de São Tomé	24.498	24.498	24.498	24.498
Franc congolais	1.281	1.010	1.120	1.022
Dollar américain	1,0541	1,0887	1,1026	1,1041

(*) Suite à la dévaluation du naïra nigerian au second semestre 2016, un deuxième taux moyen a été utilisé pour la conversion des produits et charges dans cette devise.

Etats financiers consolidés

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 20 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains et bâtiments ou partie de bâtiments) détenus pour en retirer des loyers et/ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont inscrits pour leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. La durée d'amortissement des immeubles de placement est fixée à 50 ans.

1.12. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, au cours de la quatrième année après le planting des

Etats financiers consolidés

palmeiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le plantage des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmeiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et

Etats financiers consolidés

1.14. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.15. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.12. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.16. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.18. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Etats financiers consolidés

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont initialement enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Ensuite, ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à long terme provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Etats financiers consolidés

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.19. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.20. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Etats financiers consolidés

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19. La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des

engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.21. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.22. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.23. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises

Etats financiers consolidés

et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.24. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.25. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.26. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.27. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2 / IAS 41, IAS 16 et IAS 36. En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2016	2016	2016	2015	2015	2015
AFRIQUE						
Hévéa et Palmier						
SOGB S.A.	37,48	73,16	IG	37,45	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » Ltd	58,85	100,00	IG	58,79	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	38,91	66,12	IG	38,87	66,12	IG
SAFACAM S.A.	40,64	69,05	IG	40,53	68,93	IG
SOCAPALM S.A.	39,70	67,46	IG	39,66	67,46	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	58,85	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	58,85	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	35,87	70,01	IG	35,83	70,01	IG
Palmier						
SOFCIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	50,02	85,00	IG	49,97	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	39,70	100,00	IG	39,66	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	51,79	88,00	IG	51,74	88,00	IG
BRABANTA S.A.	58,93	100,00	IG	58,88	100,00	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	51,23	87,06	IG	51,18	87,06	IG
PALMCAM S.A.	-	-	NC	58,79	100,00	IG
ASIE						
Hévéa et Palmier						
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	52,01	90,00	IG	50,83	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	57,79	100,00	IG	56,48	100,00	IG
SOFCIN-KCD CO LTD	57,79	100,00	IG	56,48	100,00	IG
VARANASI CO LTD	57,79	100,00	IG	56,48	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	52,01	90,00	IG	50,83	90,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CAMSEEDS	58,21	99,80	IG	57,52	99,80	IG
CENTRAGES S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
INDUSERVICES S.A.	72,88	100,00	IG	72,41	100,00	IG
INDUSERVICES FR S.A.	58,32	100,00	IG	-	-	NC
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	60,83	90,00	IG	60,35	90,00	IG
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A.	57,79	100,00	IG	56,48	100,00	IG
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	58,85	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SOFCIN RESEARCH S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOFCIN GREEN ENERGY S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOFCINAF S.A.	58,85	58,85	IG	58,79	58,79	IG
SOFCINASIA S.A.	57,79	57,79	IG	56,48	56,48	IG
SOFCINCO S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOFCINCO FR S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOFCINDE S.A.	57,96	99,92	IG	56,89	99,92	IG
SODIMEX S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SODIMEX FR S.A.	58,32	100,00	IG	-	-	NC
SOGESCOL CAMEROUN « SOGESCOL CAM » S.A.R.L.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOGESCOL FR S.A.	58,32	100,00	IG	57,64	100,00	IG
STP INVEST S.A.	58,85	100,00	IG	58,79	100,00	IG
TERRASIA S.A.	66,13	100,00	IG	65,48	100,00	IG

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, NC : Non Consolidé.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais (RDC) spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CAMSEEDS est une société de droit camerounais spécialisée dans la recherche, le développement et la production de semences (palmier).
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant la participation dans une plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et Coviphama CO LTD.
- * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée en Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.

Etats financiers consolidés

- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINAF S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans des plantations situées en Afrique.
- * SOCFINASIA S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans le domaine des plantations situées en Asie du Sud-Est.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme raffinée.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * SOGESCOL CAMEROUN « SOGESCOL CAM » S.A R.L. est une société de droit camerounaise active dans le commerce du caoutchouc au Cameroun.
- * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI COLTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Sodimex FR S.A. et Induservices FR S.A. ont été constituées en novembre 2015 à hauteur de 50% par Socfinasia S.A. et 50% par Socfinaf S.A. Leurs activités ont réellement débuté au premier semestre 2016, elles sont donc entrées dans le périmètre au 1^{er} janvier 2016.

Etats financiers consolidés

Note 3. Retraitements des filiales et impacts sur les comptes comparatifs

* Impacts sur le compte de résultat consolidé

EUR	2015 Publié	Retraitements des filiales (*)	2015 Révisé
Production immobilisée	64.366.224	10.888.189	75.254.413
Matières premières et consommables utilisés	-202.615.243	4.029.056	-198.586.187
Autres charges externes	-104.691.957	-853	-104.692.810
Frais de personnel	-117.140.938	-68.798	-117.209.736
Dotations aux amortissements	-66.980.844	-8.409.943	-75.390.787
Autres charges opérationnelles	-48.720.281	-195.476	-48.915.757
Résultat opérationnel	49.489.273	6.242.175	55.731.448
Charges financières	-31.719.405	-174.803	-31.894.208
Résultat avant impôts	36.557.131	6.067.372	42.624.503
Charge d'impôts différés	10.003.899	153.975	10.157.874
Résultat net de l'exercice	17.829.333	6.221.347	24.050.680
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	15.724.062	3.137.734	18.861.796
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	2.105.271	3.083.613	5.188.884

(*) Les retraitements concernent la capitalisation des charges de développement de la filiale du Sierra Leone en actifs biologiques producteurs ainsi que les retraitements 2015 des comptes sociaux de la filiale du Congo (RDC).

* Impacts sur le résultat net par action

2015	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	Résultat net par action non dilué	Résultat net par action dilué
	EUR	EUR par action	EUR par action
Comptes sociaux des filiales	3.083.613	0,22	0,22

Etats financiers consolidés

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2015

EUR	01/01/2015 Publié	Retraitements des filiales	01/01/2015 Révisé
Actifs biologiques producteurs	393.812.919	15.205.157	409.018.076
Actif net consolidé	393.812.919	15.205.157	409.018.076
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	316.490.579	7.598.652	324.089.231
Participations ne donnant pas le contrôle	336.067.304	7.606.505	343.673.809
Capitaux propres totaux	652.557.883	15.205.157	667.763.040

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015

EUR	31/12/2015 Publié	Retraitements des filiales	31/12/2015 Révisé
Actifs biologiques producteurs	459.030.945	23.556.078	482.587.023
Actifs d'impôts différés	12.275.882	155.845	12.431.727
Autres créances	27.574.912	-261.100	27.313.812
Actifs d'impôts exigibles	19.104.774	-7.246	19.097.528
Actif net consolidé	517.986.513	23.443.577	541.430.090
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	325.745.815	11.705.720	337.451.535
Participations ne donnant pas le contrôle	338.336.981	11.737.857	350.074.838
Capitaux propres totaux	664.082.796	23.443.577	687.526.373

* Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

EUR	2015 Publié	Retraitements des filiales	2015 Révisé
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	152.217.140	14.917.245	167.134.385
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-130.153.438	-14.917.245	-145.070.683
Variation nette de trésorerie	-20.091.384	0	-20.091.384

Etats financiers consolidés

Note 4. Acquisitions d'activités

Socfinaf S.A. a acquis courant 2016 pour 0,12 million d'euros 0,12% de Safacam S.A.

En octobre 2015, Socfinaf S.A. a acquis pour 3,9 millions d'euros 2,49% de Socapalm S.A.

	2016	2015
EUR	TOTAL	TOTAL
Actifs non-courants	42.471	8.448.092
Actifs courants	9.670	1.313.448
Passifs non-courants	-6.153	-131.312
Passifs courants	-5.987	-1.224.895
Actif net acquis	40.001	8.405.333
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	81.425	1.895.397
Prix total payé	121.426	10.300.730
Transfert d'avances actionnaires vers le capital	0	-2.907.869
Régulé en liquidités	-121.426	-7.392.861
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	-121.426	-7.392.861
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	-121.426	-7.392.861

Note 5. Ecarts d'acquisition

	2016	2015
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	14.789.247	16.242.469
Réductions de valeur (note 26)	-3.753.842	-1.453.222
Juste valeur au 31 décembre	11.035.405	14.789.247

Fin décembre 2006, Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ont acheté au Groupe Bolloré 85% de Centrages S.A. et 100% d'Immobilier de la Pépinière S.A. Les deux sociétés belges possèdent plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé en écarts d'acquisition au bilan pour 3 millions d'euros.

En juillet 2015, une évaluation a été effectuée par un expert indépendant et le Groupe a enregistré une réduction de valeur sur les écarts d'acquisition de 1,5 millions d'euros (note 26).

En août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale PNS Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de cette société a été comptabilisé en écarts d'acquisition au bilan pour 9,8 millions d'euros. Le test de perte de valeur de cet écart d'acquisition a montré que l'unité génératrice de trésorerie testée est sujette à une perte de valeur de 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 (note 26).

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	277.945	182	3.708.754	3.986.881
Acquisitions de l'exercice	1.363	68.707	133.104	203.174
Sorties de l'exercice	-41.730	-2.013	-73.910	-117.653
Reclassements vers d'autres postes	0	607.938	-363.239	244.699
Ecart de conversion	6.944	2.810	3.161	12.915
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	244.522	677.624	3.407.870	4.330.016
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-237.182	-44	-2.640.250	-2.877.476
Amortissements de l'exercice	-33.904	-46.359	-362.391	-442.654
Reprises d'amortissements de l'exercice	41.730	2.013	73.910	117.653
Reclassements vers d'autres postes	0	-320.913	316.987	-3.926
Ecart de conversion	-6.877	-48	1.263	-5.662
Amortissements au 31 décembre 2015	-236.233	-365.351	-2.610.481	-3.212.065
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	8.289	312.273	797.389	1.117.951
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	244.522	677.624	3.407.870	4.330.016
Acquisitions de l'exercice	3.651	936.683	117.098	1.057.432
Sorties de l'exercice	0	-54.401	-2.286	-56.687
Reclassements vers d'autres postes	3.241.230	1.484.134	-1.718.600	3.006.764
Ecart de conversion	-71.441	55.832	-8.063	-23.672
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	3.417.962	3.099.872	1.796.019	8.313.853
Amortissements au 1^{er} janvier 2016	-236.233	-365.351	-2.610.481	-3.212.065
Amortissements de l'exercice	-68.881	-156.265	-266.076	-491.222
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	54.401	2.286	56.687
Reclassements vers d'autres postes	155.983	-1.121.746	1.381.471	415.708
Ecart de conversion	-744	-36.854	15.701	-21.897
Amortissements au 31 décembre 2016	-149.875	-1.625.815	-1.477.099	-3.252.789
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	3.268.087	1.474.057	318.920	5.061.064

Etats financiers consolidés

Note 7. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	26.906.874	220.800.278	140.454.377	197.913.117	38.342.410	1.791.841	626.208.897
Acquisitions de l'exercice	4.151.307	4.793.754	5.809.697	9.883.918	27.641.870	3.638.889	55.919.435
Sorties de l'exercice	-79.188	-558.859	-2.243.505	-4.514.328	0	0	-7.395.880
Reclassements vers d'autres postes	-11.138.487	11.268.835	2.089.283	837.889	-13.030.521	-2.821.515	-12.794.516
Changements de périmètre	0	0	0	11.657	48.645	8.992	69.294
Ecart de conversion	586.490	4.094.957	-134.895	3.588.273	3.041.735	7.648	11.184.208
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	20.426.996	240.398.965	145.974.957	207.720.526	56.044.139	2.625.855	673.191.438
Amortissements et réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-824.640	-106.864.214	-86.890.506	-110.774.956	0	0	-305.354.316
Amortissements de l'exercice	-385.086	-9.639.066	-9.415.275	-17.406.258	0	0	-36.845.685
Reprises d'amortissements de l'exercice	793	493.379	2.063.678	4.056.609	0	0	6.614.459
Reclassements vers d'autres postes	0	-9.743	96.579	86.918	0	0	173.754
Changements de périmètre	0	0	0	-350	0	0	-350
Ecart de conversion	-4.753	-870.111	-320.182	-1.809.029	0	0	-3.004.075
Amortissements et réductions de valeur au 31 décembre 2015	-1.213.686	-116.889.755	-94.465.706	-125.847.066	0	0	-338.416.213
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	19.213.310	123.509.210	51.509.251	81.873.460	56.044.139	2.625.855	334.775.225
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	20.426.996	240.398.965	145.974.957	207.720.526	56.044.139	2.625.855	673.191.438
Acquisitions de l'exercice	2.418.945	3.112.170	4.801.619	8.544.999	14.554.905	2.384.042	35.816.680
Sorties de l'exercice	-173.068	-462.623	-3.045.748	-2.169.291	-219.520	0	-6.070.250
Reclassements vers d'autres postes	-1.724.718	34.633.624	1.209.725	4.325.129	-40.351.396	-2.260.457	-4.168.093
Ecart de conversion	-3.188.223	-3.124.877	-7.299.852	-7.952.501	-1.660.727	61.642	-23.164.538
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	17.759.932	274.557.259	141.640.701	210.468.862	28.367.401	2.811.082	675.605.237
Amortissements et réductions de valeur au 1^{er} janvier 2016	-1.213.686	-116.889.755	-94.465.706	-125.847.066	0	0	-338.416.213
Amortissements de l'exercice	-29.326	-12.200.378	-8.916.513	-15.633.816	0	0	-36.780.033
Réductions de valeur	0	0	0	-3.278.502	0	0	-3.278.502
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	301.631	2.790.977	1.978.940	0	0	5.071.548
Reclassements vers d'autres postes	0	0	411	6.271	0	0	6.682
Ecart de conversion	5.172	-1.175.016	1.568.517	4.054.927	0	0	4.453.600
Amortissements et réductions de valeur au 31 décembre 2016	-1.237.840	-129.963.518	-99.022.314	-138.719.246	0	0	-368.942.918
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	16.522.092	144.593.741	42.618.387	71.749.616	28.367.401	2.811.082	306.662.319

Etats financiers consolidés

Note 8. Actifs biologiques producteurs

	EUR
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015 - Révisé	586.724.344
Acquisitions de l'exercice	83.150.449
Sorties de l'exercice	-5.483.250
Reclassements vers d'autres postes	13.050.334
Ecart de conversion	21.110.092
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015 - Révisé	698.551.969
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-130.511.220
Amortissements de l'exercice	-17.772.118
Reprises d'amortissements de l'exercice	4.724.203
Reclassements vers d'autres postes	-166.443
Ecart de conversion	-1.659.615
Amortissements au 31 décembre 2015	-145.385.193
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-47.195.048
Réductions de valeur	-19.969.562
Ecart de conversion	-3.415.143
Réductions de valeur au 31 décembre 2015 - Révisé	-70.579.753
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015 - Révisé	482.587.023
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	698.551.969
Acquisitions de l'exercice	50.177.470
Sorties de l'exercice	-7.934.664
Reclassements vers d'autres postes	1.724.717
Ecart de conversion	-18.061.844
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	724.457.648
Amortissements au 1^{er} janvier 2016	-145.385.193
Amortissements de l'exercice	-17.905.284
Reprises d'amortissements de l'exercice	7.243.162
Ecart de conversion	1.515.999
Amortissements au 31 décembre 2016	-154.531.316
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2016	-70.579.753
Ecart de conversion	4.271.284
Réductions de valeur au 31 décembre 2016	-66.308.469
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	503.617.863

Etats financiers consolidés

Note 9. Immeubles de placement

	EUR
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	9.511.215
Acquisitions de l'exercice	55.588
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	9.566.803
Amortissements et réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-3.196.582
Amortissements de l'exercice	-360.769
Réductions de valeur	-699.561
Amortissements et réductions de valeur au 31 décembre 2015	-4.256.912
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	5.309.891
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2016	9.566.803
Acquisitions de l'exercice	101.826
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	9.668.629
Amortissements et réductions de valeur au 1^{er} janvier 2016	-4.256.912
Amortissements de l'exercice	-370.450
Amortissements et réductions de valeur au 31 décembre 2016	-4.627.362
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	5.041.267

Les locations sont conclues sous la forme de baux renouvelables de 9 ans (première expiration au 14/01/2022). Les locaux donnés en location de l'immeuble Champ de Mars ont généré des produits locatifs pour 0,4 million d'euros. Les charges opérationnelles directes occasionnées par cet immeuble s'élèvent à 0,3 million d'euros.

Les 5^{ème} et 6^{ème} étages de l'immeuble situé 2 Place du Champ de Mars à Bruxelles ont été évalués par un expert indépendant lors de l'acquisition d'Immobilière de la Pépinière S.A. en décembre 2006. Cette valeur

a été utilisée pour l'évaluation de l'immeuble lors de l'entrée dans le périmètre. Le rez-de-chaussée acquis en 2007 a été évalué à sa valeur d'acquisition. Une évaluation a été effectuée par un expert indépendant en juillet 2015 et le Groupe a enregistré une réduction de valeur sur l'immeuble de 0,7 million d'euros au 31 décembre 2015.

La cession éventuelle de l'immeuble est soumise, de par le contrat d'emprunt, à l'accord préalable du créancier.

Etats financiers consolidés

Note 10. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2016	2015	2016	2015
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	63%	63%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	61%	61%	34%	34%
SAFACAM S.A.	Cameroun	59%	59%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	60%	60%	33%	33%
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	Indonésie	48%	49%	10%	10%
Production de caoutchouc					
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	Liberia	41%	41%	0%	0%
Gestion de portefeuille de participations					
SOCFINASIA S.A.	Luxembourg	42%	44%	42%	44%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2016	2015	2016	2015
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	5.634.662	2.830.368	53.234.022	51.448.417
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.396.137	6.196.607	34.506.328	38.323.619
SAFACAM S.A.	-756.945	723.972	31.217.339	33.528.148
SOCAPALM S.A.	5.834.959	6.267.381	50.431.251	49.976.930
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	18.753.623	16.125.931	36.582.223	37.677.475
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	-1.454.244	-1.814.584	14.397.932	15.434.352
SOCFINASIA S.A.	-2.471.824	-1.303.130	35.886.438	33.842.333
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			78.986.412	89.843.564
Participations ne donnant pas le contrôle			335.241.945	350.074.838

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	27.998.645	97.063.021	27.310.601	15.460.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.258.003	80.323.401	16.075.001	25.104.488
SAFACAM S.A.	7.964.467	34.979.822	4.931.289	5.067.516
SOCAPALM S.A.	36.287.722	116.934.027	47.749.236	4.852.533
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	26.336.584	90.476.031	22.675.381	32.959.135
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	12.350.616	66.888.783	8.177.695	16.533.590
SOCFINASIA S.A.	75.937.673	301.058.583	6.663.703	0

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	34.350.914	97.517.769	35.148.312	11.300.009
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.394.981	62.893.012	16.864.055	13.631.730
SAFACAM S.A.	6.270.781	37.561.071	8.362.296	3.785.269
SOCAPALM S.A.	32.625.794	111.569.010	29.391.645	14.877.246
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	27.920.784	97.747.078	26.113.564	37.877.585
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	9.804.164	72.082.369	8.677.664	20.313.336
SOCFINASIA S.A.	92.164.875	303.939.300	17.327.380	0

Etats financiers consolidés

<i>Dénomination de la filiale</i>	<i>Produits des activités ordinaires</i>	<i>Résultat net de l'exercice</i>	<i>Résultat étendu de l'exercice</i>	<i>Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle</i>
2015 Révisé	EUR	EUR	EUR	EUR
SGB S.A.	81.520.294	9.136.404	9.136.404	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	45.489.675	13.487.450	13.487.450	415.638
SAFACAM S.A.	16.606.288	2.627.799	2.627.799	660.821
SOCAPALM S.A.	77.844.156	8.976.348	8.976.348	3.038.633
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	147.878.021	42.642.940	42.642.940	4.485.061
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	18.274.829	-5.133.819	-5.133.819	0
SOCFINASIA S.A.	0	36.567.552	36.567.552	8.725.821

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SGB S.A.	85.717.142	9.386.508	9.386.508	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	52.640.724	18.183.910	18.183.910	130.424
SAFACAM S.A.	22.764.961	1.219.178	1.219.178	769.907
SOCAPALM S.A.	72.067.398	8.723.190	8.723.190	3.064.316
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	143.207.837	40.478.353	40.478.353	4.356.659
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	18.589.313	-3.271.909	-3.271.909	0
SOCFINASIA S.A.	0	35.032.950	35.032.950	8.270.081

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	15.443.141	-9.293.653	-10.063.473	-3.913.986
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.446.268	-16.733.235	8.916.965	12.629.998
SAFACAM S.A.	4.155.143	-7.201.347	2.946.889	-99.315
SOCAPALM S.A.	19.065.072	-8.138.946	-13.449.256	-2.523.130
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	46.325.651	-10.244.923	-44.850.611	-8.769.883
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1.600.335	-8.581.620	6.394.624	-586.661
SOCFINASIA S.A.	38.308.299	-8.287.821	-25.057.920	4.962.558

2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	11.785.543	-8.438.449	-10.461.038	-7.113.944
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	27.806.039	-15.510.633	-3.903.899	8.391.507
SAFACAM S.A.	6.173.931	-5.035.656	-3.633.853	-2.495.578
SOCAPALM S.A.	22.154.850	-6.336.547	607.458	16.425.762
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	56.808.729	-9.576.861	-43.566.592	3.665.276
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1.217.926	-5.270.635	3.094.682	-958.027
SOCFINASIA S.A.	28.180.648	-2.372.204	-23.326.310	2.482.134

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 11. Titres disponibles à la vente

	2016	2015
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	3.389.210	4.776.872
Variation de la juste valeur (*)	-147.252	-11.377
Réductions de valeur	0	-133.942
Entrées de l'exercice	0	917.432
Sorties de l'exercice	-1.250.389	-2.159.775
Variation de périmètre	-917.432	0
Juste valeur au 31 décembre	1.074.137	3.389.210

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2016	2015	2016	2015
Titres disponibles à la vente	864.655	3.032.476	1.074.137	3.389.210

Etats financiers consolidés

Note 12. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	12.431.727	5.133.494
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-222.302	2.715.193
IAS 12 : Latences fiscales	3.553.794	-90.886
IAS 16 : Immobilisations corporelles	1.644.905	1.777.104
IAS 19 : Engagements de retraites	1.223.797	1.091.843
IAS 21 : Ecart de conversion	-8.175	-14.984
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-440.696	1.117.072
IAS 38 : Frais d'établissement	1.239.843	64.394
IAS 38 : Frais de recherche	860.250	20.264
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	44.201	0
IAS 39 : Contrats de change à terme	60.782	17.502
IAS 39 : Juste valeur des instruments financiers	-464.319	-120.163
IAS 41 : Actifs biologiques	-54.986	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	160.395	16.017
Autres	1.486.885	297.838
Ecart de conversion	-1.061.140	407.039
Situation au 31 décembre	20.454.961	12.431.727

* Composants des passifs d'impôts différés

	2016	2015
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	10.219.934	13.998.983
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-409.912	-93.171
IAS 12 : Latences fiscales	4.173.132	1.739.123
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.442.133	-4.347.821
IAS 19 : Engagements de retraites	593.921	204.354
IAS 21 : Ecart de conversion	0	-20.172
IAS 23 : Coûts d'emprunt	0	-616.970
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-526.342	-465.447
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	1.781.515	192.233
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	34.441	-477.295
IAS 39 : Contrats de change à terme	-12.464	-4.998
IAS 39 : Juste valeur des instruments financiers	132.868	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	144.356	-232.568
Autres	-850.119	338.564
Ecart de conversion	56.425	5.119
Situation au 31 décembre	13.895.622	10.219.934

Etats financiers consolidés

** Actifs et passifs fiscaux éventuels*

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Brabanta S.A. et l'Immobilière de la Pépinière S.A disposent de pertes fiscales récupérables dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture

respectivement de 16,8 millions d'euros et de 2,1 millions d'euros.

Socfinaf S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 26,3 millions d'euros, PNS Ltd S.A. de 8,8 millions d'euros, Socfinasia S.A. de 7,1 millions d'euros et Socfin de 5,9 millions d'euros.

Toutes ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Etats financiers consolidés

Note 13. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2016	2015
	EUR	EUR
Matières premières	16.108.149	12.858.628
Consommables	24.256.983	25.803.044
Produits en cours de fabrication	10.336.903	11.101.075
Produits finis	12.789.804	12.849.058
Acomptes versés et commandes en cours	3.328.432	6.665.858
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	66.820.271	69.277.663
Réductions de valeur sur stocks	-1.448.980	-1.720.519
Total net au 31 décembre	65.371.291	67.557.144

* Réconciliation des stocks

	2016	2015
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	69.277.663	80.438.893
Variation de stocks	-1.158.048	-1.240.709
Juste valeur de la production agricole	-451.918	-11.320.754
Ecart de conversion	-847.426	1.400.233
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	66.820.271	69.277.663
Réductions de valeur sur stocks	-1.448.980	-1.720.519
Total net au 31 décembre	65.371.291	67.557.144

Etats financiers consolidés

Note 14. Créances commerciales (actifs courants)

	2016	2015
	EUR	EUR
Créances commerciales	24.650.923	28.474.084
Avances et acomptes versés	7.896.080	11.225.182
Total net au 31 décembre	32.547.003	39.699.266

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 3,1 millions d'euros aux 31 décembre 2016 et 2015.

Note 15. Autres créances (actifs courants)

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Créances sociales	1.062.511	986.505
Autres créances (*)	25.422.343	24.974.060
Comptes de régularisation	1.429.098	1.353.247
Valeur au 31 décembre	27.913.952	27.313.812

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées :

- chez Socfinaf S.A. de créances envers les sociétés Agrifinal et WAT respectivement de 10 et 2,7 millions d'euros (2015 : 7,9 et 2,7 millions d'euros) et
- chez Socapalm S.A. de créances envers Camseeds pour 2 millions d'euros et de créances liées à des projets divers pour 2,3 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	19.097.528	14.541.474
Charge d'impôts	667.333	6.309.916
Autres impôts	823.231	4.475.096
Impôts payés ou récupérés	-3.132.511	-1.062.381
Régularisations d'impôts	-307.962	-5.400.205
Sortie de périmètre	-1.120.555	0
Ecart de conversion	-2.550.235	233.628
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	13.476.829	19.097.528

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2016	2015
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	23.529.400	23.059.231
Entrée de périmètre	0	38.249
Charge d'impôts	39.011.987	29.078.009
Autres impôts	17.655.658	26.466.206
Impôts payés ou récupérés	-57.323.192	-63.726.099
Régularisations d'impôts	240.652	8.730.694
Sortie de périmètre	-663.262	0
Ecart de conversion	-868.975	-116.890
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	21.582.268	23.529.400

Etats financiers consolidés

Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2016	2015
	EUR	EUR
Comptes à vue	137.915.545	91.645.405
Instruments financiers	23.537	55.127
Total au 31 décembre	137.939.082	91.700.532

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2016	2015
	EUR	EUR
Comptes à vue	137.915.545	91.645.405
Concours bancaires courants	-32.199.293	-38.248.556
Total au 31 décembre	105.716.252	53.396.849

Note 18. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,9 millions d'euros au 31 décembre 2016 ainsi qu'au 31 décembre 2015. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 0,5 million d'euros.

Au 31 décembre 2016, le capital est représenté par 14.240.000 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 80.280 actions doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2016	2015
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	14.240.000	14.240.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	14.240.000	14.240.000

Note 19. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées

éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 20. Engagements de retraites

Régimes de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du

Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie des provisions.

	2016	2015
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	43.775.860	39.965.936
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	43.775.860	39.965.936
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	2.489.140	2.481.952
Coûts financiers	3.585.038	3.309.280
Ecarts actuariels reconnus dans l'année	58.438	0
Coûts des services passés	-41	-152.316
Coûts des régimes à prestations définies	6.132.575	5.638.916
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	39.965.936	36.502.103
Coûts selon le compte de résultat	6.132.575	5.638.916
Cotisations	-3.303.023	-3.913.960
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	-626.048	1.587.285
Ecarts de conversion	1.606.420	151.592
Au 31 décembre	43.775.860	39.965.936

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2017.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2016	2015
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-144.385	-1.848.965
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	521.246	520.137
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	249.187	-258.457
<i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i>	626.048	-1.587.285

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2016	2015
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 6,57 à 18,16%	de 7,65 à 21,63%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N.a.	N.a.
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 7,00%	de 1,74 à 5,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,70	20,57
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	8,50%	9,00%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N.a.	N.a.
Augmentations futures des salaires	7,00%	7,50%

Etats financiers consolidés

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2016	2015
	EUR	EUR
AFRIQUE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	5.728.772	6.778.484
Diminution de 0,5%	6.054.849	7.228.400
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	6.052.383	7.221.960
Diminution de 0,5%	5.731.462	6.783.091
ASIE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	36.489.679	31.746.683
Diminution de 0,5%	39.460.116	34.340.070
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	39.571.684	34.436.017
Diminution de 0,5%	36.373.778	31.648.020

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2017	2016
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	3.572.593	3.165.560

	2016	2015
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)		
AFRIQUE	1,0	5,8
ASIE	9,5	12,4

Régime de pension à cotisations définies

	2016	2015
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	2.651.035	2.750.851

Etats financiers consolidés

Note 21. Dettes financières

2015 Révisé			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	29.918.773	105.913.720	135.832.493
Concours bancaires courants	38.248.556	0	38.248.556
Autres emprunts	205.541	434.234	639.775
Dérivés passifs	0	1.908.636	1.908.636
TOTAL	68.372.870	108.256.590	176.629.460

2016			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	51.230.929	86.748.640	137.979.569
Concours bancaires courants	32.199.293	0	32.199.293
Autres emprunts	1.823.738	79.007.624	80.831.362
Dérivés passifs	0	745.176	745.176
TOTAL	85.253.960	166.501.440	251.755.400

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA, dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts auprès d'établissements financiers conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent

entre 2,35% et 6,80%. Comme expliqué à la note 36, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2015					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	1.225.259	5,65%	0	-	1.225.259
Luxembourg	0	-	66.666.667	Euribor 6 mois + 1,5%	66.666.667
Suisse	5.300.000	2,35% à 2,45%	0	-	5.300.000
Côte d'Ivoire	13.579.251	6,00% à 6,80%	0	-	13.579.251
Nigeria	7.195.973	9,00%	0	-	7.195.973
Liberia	2.238.909	7,00% à 8,00%	0	-	2.238.909
Cameroun	9.707.661	5,00% à 6,25%	0	-	9.707.661
	39.247.053		66.666.667		105.913.720
Autres emprunts et dérivés passifs					
Belgique	418	10,00%	0	-	418
Nigeria	245.871	-	0	-	245.871
Côte d'Ivoire	175.679	-	0	-	175.679
Cameroun	12.266	-	0	-	12.266
Luxembourg	1.908.636	-	0	-	1.908.636
	2.342.870		0		2.342.870
TOTAL	41.589.923		66.666.667		108.256.590

Etats financiers consolidés

2016					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	839.383	5,65%	0	-	839.383
Luxembourg	0	-	50.000.000	Euribor 6 mois + 1,5%	50.000.000
Suisse	3.717.422	1,75% à 2,45%	0	-	3.717.422
Côte d'Ivoire	8.357.342	6,00% à 6,80%	0	-	8.357.342
Nigeria	3.646.769	9,00%	0	-	3.646.769
Liberia	1.600.892	7,00% à 8,00%	0	-	1.600.892
Cameroun	18.586.832	4,90% à 6,25%	0	-	18.586.832
	36.748.640		50.000.000		86.748.640
Autres emprunts et dérivés passifs					
Nigeria	115.559	-	0	-	115.559
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
Cameroun	5.636	-	0	-	5.636
Luxembourg (*)	79.462.674	4,00%	0	-	79.462.674
	79.752.800		0		79.752.800
TOTAL	116.501.440		50.000.000		166.501.440

(*) Ce taux concerne uniquement la partie relative à l'emprunt obligataire pour un solde de 78,7 millions d'euros au 31 décembre 2016.

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2015	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	73.191.926	23.286.912	7.195.973	2.238.909	105.913.720
Autres emprunts et dérivés passifs	1.909.054	187.945	245.871	0	2.342.870
TOTAL	75.100.980	23.474.857	7.441.844	2.238.909	108.256.590

2016	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	54.556.805	26.944.174	3.646.769	1.600.892	86.748.640
Autres emprunts et dérivés passifs	79.462.674	174.567	115.559	0	79.752.800
TOTAL	134.019.479	27.118.741	3.762.328	1.600.892	166.501.440

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2015						
EUR	2017	2018	2019	2020	2021 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	41.574.895	39.352.098	21.901.123	3.085.604	0	105.913.720
Autres emprunts et flux de trésorerie des dérivés passifs	540.584	188.221	0	0	421.550	1.150.355
TOTAL	42.115.479	39.540.319	21.901.123	3.085.604	421.550	107.064.075

2016						
EUR	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	48.063.364	30.814.653	5.743.185	2.127.438	0	86.748.640
Autres emprunts et flux de trésorerie des dérivés passifs	549.117	232.556	0	78.717.498	284.490	79.783.661
TOTAL	48.612.481	31.047.209	5.743.185	80.844.936	284.490	166.532.301

* Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Montant nominal total	Echéance	Juste valeur des instruments		Hiérarchie des justes valeurs
					31/12/2016	31/12/2015	
Contrat d'échange de taux d'intérêts (taux variable/taux fixe)	Risque de taux	Socfin	80.000.000	2019	745.176	1.908.636	Niveau 2

Note 22. Autres dettes

	2016	2015
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.966.312	5.774.964
Autres dettes (*)	74.221.162	101.552.657
Comptes de régularisation	19.091.735	16.475.521
Total au 31 décembre	99.279.209	123.803.142
Dont dettes non-courantes	17.361.540	15.254.925
Dont dettes courantes	81.917.669	108.548.217

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires chez Socfinaf S.A. pour 40,1 millions d'euros (71,1 millions d'euros en 2015).

Etats financiers consolidés

Note 23. Instruments financiers

2015 Révisé	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	3.389.210	0	3.389.210	0	0
Avances à long terme	0	1.335.929	0	1.333.490	2.669.419	1.335.929	1.333.490
Autres actifs non-courants	0	0	0	823.001	823.001	0	823.001
Créances commerciales	0	0	0	39.699.266	39.699.266	0	39.699.266
Autres créances	0	0	0	27.313.812	27.313.812	0	27.313.812
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	91.700.532	91.700.532	0	91.700.532
Total actifs	0	1.335.929	3.389.210	160.870.101	165.595.240	1.335.929	160.870.101
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	1.908.636	106.347.954	0	0	108.256.590	107.271.484	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	15.254.925	15.254.925	0	15.254.925
Dettes financières à moins d'un an	193.149	29.931.165	0	38.248.556	68.372.870	29.931.165	38.248.556
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	37.409.013	37.409.013	0	37.409.013
Autres dettes (courants)	0	0	0	108.548.217	108.548.217	0	108.548.217
Total passifs	2.101.785	136.279.119	0	199.460.711	337.841.615	137.202.649	199.460.711

2015	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	3.389.210	3.389.210
Dettes financières à plus d'un an	0	1.908.636	0	1.908.636
Dettes financières à moins d'un an	193.149	0	0	193.149

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2016	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	1.074.137	0	1.074.137	0	0
Avances à long terme	0	1.423.286	0	1.343.072	2.766.358	1.423.286	1.343.072
Autres actifs non-courants	0	0	0	846.217	846.217	0	846.217
Créances commerciales	0	0	0	32.547.003	32.547.003	0	32.547.003
Autres créances	0	0	0	27.913.952	27.913.952	0	27.913.952
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	137.939.082	137.939.082	0	137.939.082
Total actifs	0	1.423.286	1.074.137	200.589.326	203.086.749	1.423.286	200.589.326
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	745.176	165.756.264	0	0	166.501.440	165.972.593	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	17.361.540	17.361.540	0	17.361.540
Dettes financières à moins d'un an	1.618.871	51.435.796	0	32.199.293	85.253.960	51.435.796	32.199.293
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	37.914.615	37.914.615	0	37.914.615
Autres dettes (courants)	0	0	0	81.917.669	81.917.669	0	81.917.669
Total passifs	2.364.047	217.192.060	0	169.393.117	388.949.224	217.408.389	169.393.117

2016	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	1.074.137	1.074.137
Dettes financières à plus d'un an	0	745.176	0	745.176
Dettes financières à moins d'un an	1.618.871	0	0	1.618.871

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 24. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2016	2015
Directeurs	296	299
Employés	5.744	6.187
Ouvriers	24.568	25.772
TOTAL	30.608	32.258
	2016	2015 Révisé
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	102.204.960	103.535.159
Charges sociales et charges liées aux retraites	11.943.221	13.674.577
Total au 31 décembre	114.148.181	117.209.736

Note 25. Dotations aux amortissements

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 6)	491.222	442.654
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 7)	40.058.535	36.845.685
Sur actifs biologiques producteurs (note 8)	17.905.284	37.741.679
Sur immeubles de placement (note 9)	370.450	360.769
Total au 31 décembre	58.825.491	75.390.787

Note 26. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Ecart d'acquisition sur acquisitions d'activités

** Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A.*

Suite à l'acquisition en décembre 2006 des sociétés Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A., l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé pour un montant de 1,5 millions d'euros chez Socfinasia S.A. et 1,5 millions d'euros chez Socfinaf S.A. L'actif net de ces sociétés est principalement composé de plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

Après la comptabilisation initiale, le Groupe a choisi le modèle du coût comme évaluation de l'immeuble Champ de Mars selon les dispositions d'IAS 16 relatives à ce modèle.

Une évaluation de l'immeuble a été réalisée en juillet 2015 par un expert indépendant.

A chaque date de clôture, le Groupe est attentif à l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de l'immeuble et par conséquent sur les participations financières.

** Coviphama Co Ltd*

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a

une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2016 se situe entre 11,90% et 13,90% (2015 : entre 12,60% et 14,60%). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 1,80% et 3,80% (2015 : entre 2,30% et 4,30%). Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la Direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas,
- changements liés au taux d'actualisation et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Etats financiers consolidés

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact que peut avoir le changement de taux d'actualisation et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou bien le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 9% et 19%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture 2016. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur

opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation calculés sur base de la même méthode que celle utilisée pour les écarts d'acquisition.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la valeur d'utilité des actifs biologiques producteurs au 31 décembre 2015, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2011 à 2015. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

Etats financiers consolidés

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

** Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A.*

Un rapport d'expertise daté de juillet 2015 a mis en relief l'existence d'indices de perte de valeur relatifs aux vacances locatives importantes des immeubles de bureau dans et aux alentours de Bruxelles ainsi que la relative vétusté des installations et de l'agencement de l'immeuble lui-même.

En 2015, la juste valeur déterminée dans le rapport d'expertise a servi de base au test de perte de valeur de l'immeuble. La valeur recouvrable représente l'actif net des filiales concernées intégrant cette juste valeur. La valeur recouvrable étant plus faible que l'actif net consolidé à la date du test, le Groupe a comptabilisé une perte de valeur sur l'écart d'acquisition pour un montant de 0,7 million d'euros chez Socfinasia S.A. et un montant identique chez Socfinaf S.A. (note 5). Une réduction de valeur sur la plus-value de réévaluation de l'immeuble a été comptabilisée chez Immobilière de la Pépinière S.A. pour un montant avant impôts différés de 0,7 million d'euros (note 9). Il n'y a pas eu de réduction de valeur en 2016.

** Coviphama Co Ltd*

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

L'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd.

Le test le plus récent a montré que l'UGT testée est sujette à une perte de valeur de 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 (note 5).

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe. On note une reprise positive des marchés précédemment cités sur le dernier trimestre 2016 montrant des signes de regain quant aux prix que le Groupe peut obtenir sur ces mêmes marchés. Ainsi, au vu de l'absence d'indice, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur ni de test de reprise de perte de valeur pour l'exercice 2016.

Le test de dépréciation des actifs biologiques producteurs a été réalisé pour la dernière fois pour la clôture 2015.

Au 31 décembre 2015, les tests effectués ont montré que les UGT testées constituées par chacune des entités sont sujettes à des pertes de valeur. Concernant le secteur d'activité Palmier, une réduction de valeur a été comptabilisée sur Brabanta pour 8,7 millions d'euros, PSG pour 2,2 millions d'euros et SAC pour 4,4 millions d'euros. Pour le secteur d'activité Hévée, les réductions de valeur portent sur SRC pour 1,3 millions d'euros, PSG pour 2,6 millions d'euros et Safacam pour 1,4 millions d'euros. Les réductions de valeur exprimées avant impôts différés ont été comptabilisées sous le poste « Dotations aux amortissements » (note 25).

Test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2016, les indices de perte de valeur ont montré que la valeur de marché du matériel roulant était soumise à une concurrence accrue dont il résulte qu'une perte de valeur de 3,3 millions d'euros a été comptabilisée.

Etats financiers consolidés

Note 27. Autres produits financiers

	2016	2015
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	535.915	476.587
Intérêts sur autres participations	535.915	409.516
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	67.071
Sur actifs/passifs courants	12.544.440	19.110.676
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	811.033	244.591
Gains de change	11.220.656	16.940.145
Autres	512.751	1.925.940
Total au 31 décembre	13.080.355	19.587.263

Note 28. Charges financières

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	5.151.240	5.655.190
Intérêts et charges financières	5.151.240	5.655.190
Sur actifs/passifs courants	21.660.252	26.239.018
Intérêts et charges financières	3.720.379	2.716.140
Pertes de change	12.911.892	18.100.767
Ecart de conversion	1.915.530	3.689.654
Change à terme	978.425	158.353
Pertes de valeur sur titres disponibles à la vente	36.752	179.339
Autres	2.097.274	1.394.765
Total au 31 décembre	26.811.492	31.894.208

Etats financiers consolidés

Note 29. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	30.008.213	28.731.697
Produit d'impôts différés	-5.832.152	-10.157.874
Charge d'impôts au 31 décembre	24.176.061	18.573.823

* Composants du produit d'impôts différés

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
IAS 12 : Latences fiscales	619.338	1.830.009
IAS 19 : Engagements de retraites	-762.281	-484.988
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-293.599	134.948
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-132.624	-2.808.364
IAS 39 : Contrats de change à terme	309.501	-22.500
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-26.069	-474.305
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-16.040	-16.017
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-3.112.017	-6.012.515
IAS 23 : Coûts d'emprunt	0	-616.970
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-89.126	-1.582.520
IAS 21 : Ecart de conversion	8.175	-5.189
Autres	-2.337.410	-99.463
Produit d'impôts différés au 31 décembre	-5.832.152	-10.157.874

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	62.987.608	42.624.503
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 9,19% à 35,00%	De 9,19% à 35,00%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	15.395.396	8.707.593
Exonération d'impôts	0	490.203
Impôts non provisionnés	-569.119	172.907
Revenus définitivement taxés	245.024	278.119
Mesures favorables à l'investissement	-9.461.787	-6.827.071
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	4.279.053	1.886.606
Revenus non imposables	-160.610	-165.294
Dépenses non déductibles	6.073.175	8.942.054
Déficits reportés imputés	-107.322	-55.242
Déficits à reporter	10.678.265	10.722.357
Autres avantages fiscaux	-1.969.894	-2.200.938
Rappel d'impôts	236.640	0
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	-1.317.577
Ajustements divers	-462.760	-2.059.894
Charge d'impôts au 31 décembre	24.176.061	18.573.823

* Changement de taux des filiales

Au cours de l'exercice 2015, le taux d'impôts des sociétés au Cameroun est passé de 38,50 à 33,00%.

Etats financiers consolidés

Note 30. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 80.280 actions doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne

s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Ces actions ne donnent plus droit aux dividendes ni aux avantages économiques depuis le 1er janvier 2016. Elles ne sont plus en circulation sur le marché. Elles ne sont donc pas prises en compte pour la détermination du dénominateur.

	2016	2015 Révisé
Résultat net (euro)	11.424.085	5.188.884
Nombre moyen d'actions	14.159.720	14.240.000
Résultat net par action non dilué (euro)	0,81	0,36

Note 31. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2017, le paiement d'un dividende total de 0,60 euro par action, identique à celui de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2016 d'un montant de 0,10 euro a été versé en novembre 2016. Un solde de dividende de 0,50 euro, soit un total de

7,1 millions d'euros reste à payer (identique à celui de l'exercice précédent). Ce solde tient compte de l'annulation de 80.280 titres conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever comme en 2015 à 0,9 million d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 32. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2016	2015
	EUR	EUR
Avantages à court terme	8.238.379	11.537.785
Avantages postérieurs à l'emploi	315.819	331.274
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Païement fondé sur les actions	0	0

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

	2016	2015
	EUR	EUR
Actifs courants		
Autres créances	2.646.927	2.646.927
	2.646.927	2.646.927
Passifs courants		
Dettes commerciales	3.174.027	3.083.515
Autres dettes	46.844.717	71.054.434
	50.018.744	74.137.949
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Produits financiers	57.544	499.228
Charges financières	2.765.990	2.101.557

Etats financiers consolidés

Note 33. Engagements hors bilan

En 2014, Socfin a conclu une convention de crédit auprès d'ING de 80 millions d'euros dont le contrat stipule que Socfin s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sans en faire bénéficier ING. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 67 millions d'euros (2015 : 80 millions d'euros).

En 2016, Socfin a conclu un emprunt auprès d'ING de 15 millions d'euros dont le contrat stipule que Socfin s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sans en faire bénéficier ING. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 15 millions d'euros.

En 2016, Socfin a conclu un emprunt obligataire de 80 millions d'euros dont le contrat stipule que tant que toute obligation reste en circulation, Socfin en tant qu'émetteur s'est engagée à ce qu'aucune des ses filiales significatives ne puisse consentir de garantie ni la fourniture de toute autre sûreté ou arrangement à d'autres créanciers sans les accorder aux mêmes conditions aux obligataires. Par ailleurs, aucune distribution de dividendes n'est autorisée lorsque le ratio de la dette financière nette sur le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements est supérieur à 2. De plus, le contrat stipule également qu'un changement de contrôle pourrait entraîner le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire.

En 2007, une filiale de Socfinaf S.A. et de Socfinasia S.A., Immobilière de la Pépinière S.A. a obtenu un prêt hypothécaire de 3,4 millions d'euros auprès d'ING qui prend fin en 2019, pour l'acquisition du rez-de-chaussée et de parkings ainsi que pour la rénovation partielle de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 1,2 millions d'euros (2015 : 1,6 millions d'euros).

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10 millions auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En

2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,6 millions d'euros (2015 : 2,9 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,9 millions d'euros (2015 : 3,8 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de francs CFA (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de francs CFA (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 2,7 millions d'euros (2015 : 3,6 millions d'euros).

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 hectares de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 4,8 millions d'euros (2015 : 8,8 millions d'euros).

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficier SGBC. Au 31 décembre 2016, le solde du prêt s'élève à 1,7 millions d'euros (2015 : 2,4 millions d'euros).

Etats financiers consolidés

Note 34. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société (*)	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD	2013/2016	50 ans	18.249 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2007/2008/2011/2013/2015	25 ans	29.540 ha
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345 ha
PT SOCFINDO	1995/2015	25 à 30 ans	49.340 ha

(1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.

(2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.

(*) Safacam S.A. possède en propre 15.529 hectares.

Etats financiers consolidés

Note 35. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe, Congo (RDC), Cambodge et Indonésie.

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux des secteurs Liberia et Cambodge uniquement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo proviennent

uniquement des ventes d'huile de palme. Ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2015 - Révisé

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	86.776.875	36.976.695	450.284
Sierra Leone	369.552	32.261	-11.156.486
Liberia	18.274.829	0	-7.713.100
Côte d'Ivoire	108.963.051	0	16.532.335
Ghana	609.188	0	5.648.680
Nigeria	45.489.675	0	14.578.871
Cameroun	97.094.452	0	20.507.280
São Tomé et Príncipe	26.823	0	-276.376
Congo (RDC)	5.567.502	0	-7.359.251
Cambodge	16.104	0	581.117
Indonésie	146.303.436	1.574.585	56.213.259
Autres	0	0	-1.113.491
TOTAL	509.491.487	38.583.541	86.893.122
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-38.583.541
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-24.686.060
Juste valeur de la production agricole			-11.320.754
Autres retraitements IFRS			7.250.947
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			36.177.734
Produits financiers			19.872.219
Charges financières			-32.979.164
Impôts			-18.573.823
Résultat net de l'exercice			24.050.680

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2016

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	85.456.524	33.954.533	1.692.143
Sierra Leone	873.488	94.024	-4.950.378
Liberia	18.764.874	0	-6.453.554
Côte d'Ivoire	111.539.788	1.457.545	15.945.662
Ghana	524.201	0	1.797.444
Nigeria	54.638.273	0	26.052.880
Cameroun	92.809.170	0	16.324.512
São Tomé et Príncipe	71.601	0	-154.664
Congo (RDC)	10.130.082	0	-5.496.716
Cambodge	293.126	0	-565.331
Indonésie	142.226.663	981.174	53.365.992
Autres	0	0	-776.745
TOTAL	517.327.790	36.487.276	96.781.245
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-36.487.276
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-4.244.404
Juste valeur de la production agricole			-451.918
Autres retraitements IFRS			-5.306.489
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			27.353.305
Produits financiers			13.209.541
Charges financières			-27.866.396
Impôts			-24.176.061
Résultat net de l'exercice			38.811.547

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Europe	158.853.632	105.006.599
Sierra Leone	132.583.097	106.073.179
Liberia	100.634.298	94.019.849
Côte d'Ivoire	134.995.794	126.169.852
Ghana	53.531.985	50.204.162
Nigeria	79.723.517	92.438.034
Cameroun	180.456.033	189.129.368
São Tomé et Principe	16.805.687	14.936.970
Congo (RDC)	68.724.667	88.527.687
Cambodge	59.561.430	53.706.319
Indonésie	117.113.514	109.010.054
Autres	441.592	8.797.636
Total au 31 décembre	1.103.425.246	1.038.019.709
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-11.864.988	-12.124.150
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	11.406.434	11.368.376
Autres retraitements IFRS	-9.871.100	11.368.905
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-36.855.703	-25.885.808
Total des actifs sectoriels consolidés	1.056.239.889	1.022.747.032

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Europe	259.164.453	246.948.318
Sierra Leone	3.045.073	1.870.233
Liberia	8.986.570	8.822.830
Côte d'Ivoire	9.175.340	8.720.188
Ghana	609.125	4.642.293
Nigeria	7.937.194	7.162.631
Cameroun	15.782.864	16.281.755
São Tomé et Príncipe	181.497	92.213
Congo (RDC)	2.369.278	1.083.933
Cambodge	691.012	1.186.605
Indonésie	21.953.271	18.855.137
Autres	173.483	170.840
Total au 31 décembre	330.069.160	315.836.976
Autres retraitements IFRS	-180.379	5.511
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-210.056.497	-169.885.257
Total des passifs sectoriels consolidés	119.832.284	145.957.230

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2015 - Révisé

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Europe	159.137	336.368	55.588	0	551.093
Sierra Leone	33.156	3.649.193	0	19.905.808	23.588.157
Liberia	0	7.758.392	0	5.641.013	13.399.405
Côte d'Ivoire	110.422	5.091.239	0	4.791.808	9.993.469
Ghana	1.382	9.825.531	0	18.422.492	28.249.405
Nigeria	0	4.633.223	0	10.328.215	14.961.438
Cameroun	25.385	13.289.378	0	3.045.475	16.360.238
São Tomé et Príncipe	0	50.608	0	2.228.641	2.279.249
Congo (RDC)	0	1.993.108	0	6.604.081	8.597.189
Cambodge	1.363	3.893.395	0	7.044.747	10.939.505
Indonésie	24.925	5.399.000	0	5.138.169	10.562.094
Autres	1.799	0	0	0	1.799
TOTAL	357.569	55.919.435	55.588	83.150.449	139.483.041

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2016

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Europe	1.823.864	1.513.133	101.826	0	3.438.823
Sierra Leone	74.278	1.104.915	0	9.748.957	10.928.150
Liberia	0	4.323.101	0	3.998.331	8.321.432
Côte d'Ivoire	122.866	4.324.652	0	4.394.992	8.842.510
Ghana	115.428	757.517	0	8.157.160	9.030.105
Nigeria	0	7.093.897	0	8.416.735	15.510.632
Cameroun	362.059	9.629.463	0	2.411.642	12.403.164
São Tomé et Príncipe	0	108.042	0	1.802.335	1.910.377
Congo (RDC)	0	1.232.463	0	1.966.001	3.198.464
Cambodge	151	998.994	0	4.418.433	5.417.578
Indonésie	99.478	4.730.503	0	4.862.884	9.692.865
TOTAL	2.598.124	35.816.680	101.826	50.177.470	88.694.100

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2016	2015
	EUR	EUR
Palmier	281.849.977	264.913.788
Hévéa	148.558.808	154.251.857
Autres produits agricoles	10.626.465	14.038.784
Activités commerciales	68.776.648	66.585.448
Autres	7.515.892	9.701.610
TOTAL	517.327.790	509.491.487

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR

2015

Implantation					
Origine \	Europe	Afrique	Asie	Amérique	TOTAL
Europe	23.125.738	2.185.740	41.909.851	1.764.922	68.986.251
Afrique	22.089.848	155.001.899	106.923.494	9.353.658	293.368.899
Asie	8.206.266	0	135.695.817	3.234.254	147.136.337
TOTAL	53.421.852	157.187.639	284.529.162	14.352.834	509.491.487

EUR

2016

Implantation					
Origine \	Europe	Afrique	Asie	Amérique	TOTAL
Europe	17.724.012	1.477.111	44.244.028	8.258.212	71.703.363
Afrique	21.311.767	170.361.071	102.635.443	8.818.048	303.126.329
Asie	7.801.840	0	132.935.495	1.760.763	142.498.098
TOTAL	46.837.619	171.838.182	279.814.966	18.837.023	517.327.790

Note 36. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

** Risque de prix sur les marchés des matières premières*

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

** Risque de devises étrangères*

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

Etats financiers consolidés

* *Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Il existe un instrument de couverture au niveau du Groupe afin de limiter son exposition au risque de taux d'intérêts. L'emprunt a été couvert par un swap taux fixe et la relation de couverture par l'instrument dérivé a été estimée comme hautement efficace d'après le test d'efficacité effectué à la clôture.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Etats financiers consolidés

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable fin 2016. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report » disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

** Risque de change*

Les ventes locales de 283,6 millions d'euros sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 1,1 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 72 millions de dollars au 31 décembre 2016. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo présente une position de trésorerie de 0,7 million de dollars.

** Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 21. Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en date du 23 janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts. Afin de contrôler ce risque, l'emprunt a été couvert par un swap taux fixe pour le même montant et la même date d'échéance.

** Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 12,3 millions d'euros et 19,9 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR. Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Etats financiers consolidés

	2016	2015 Révisé
	EUR	EUR
Créances commerciales	35.623.676	42.786.990
Réductions de valeur	-3.076.673	-3.087.724
Autres créances	27.913.952	27.313.812
Total net des créances	60.460.955	67.013.078
Montant non échu	46.383.303	55.913.416
Montant échu depuis moins de 6 mois	12.134.213	7.440.204
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	564.007	2.595.634
Montant échu depuis plus d'un an	1.379.432	1.063.824
Total net des créances	60.460.955	67.013.078

* Risque de liquidité

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 17 et 21.

Note 37. Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements

Reconstitution de l'EBITDA

	2016	2015
	EUR	EUR
Résultat net après impôts « Part du groupe »	11.424.085	5.188.884
Part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat	27.387.462	18.861.796
Juste valeur de la production agricole	451.918	11.320.754
Dotations et reprises aux amortissements et provisions	65.887.264	82.523.864
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	927.661	800.766
Charge d'impôts	24.176.061	18.573.823
Autres produits financiers	-13.080.355	-19.587.263
Autres produits financiers inclus dans les reprises d'amortissement et provisions	-174.584	795.495
Charges financières	26.811.492	31.894.208
Charges financières incluses dans les dotations aux amortissements et provisions	-36.751	-179.340
TOTAL	143.774.253	150.192.987

Etats financiers consolidés

Note 38. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 39. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 40. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2016	2015
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	96.580	64.110

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire
des actionnaires du 31 mai 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2016.

Activités

Socfin possède pour l'essentiel des participations financières dans des sociétés de portefeuille et des sociétés de services, qui opèrent indirectement en Asie du Sud-Est et/ou en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2016	2015
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	13,9	14,8
Total des produits	13,9	14,8
CHARGES		
Autres charges externes	1,3	1,5
Intérêts et autres charges financières autres intérêts et charges	3,6	2,2
Total des charges	4,9	3,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	9,0	11,1

Au 31 décembre 2016, le bénéfice net s'établit à 9 millions d'euros contre 11,1 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Les produits se sont élevés à 13,9 millions d'euros (14,8 millions d'euros au 31 décembre 2015).

L'ensemble des charges s'inscrit à 4,9 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2016, le total du bilan de Socfin s'élève à 346,7 millions d'euros contre 265,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'actif de Socfin se compose de 173,2 millions d'euros de participations, de 89,7 millions d'euros de créances

immobilisées, de 74,1 millions d'euros de créances courantes et de 9,6 millions d'euros de disponibilités.

Avant affectation du dividende final de l'exercice, les fonds propres s'élèvent à 182,2 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice 2016.

Evaluation

Au 31 décembre 2016, les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 230,5 millions d'euros contre 183 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

Socfinasia S.A. (Luxembourg) - 57,79%

Cette société détient des participations dans des sociétés d'Asie du Sud-Est actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2016, le bénéfice net s'établit à 36,1 millions d'euros contre 35,5 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La valeur d'inventaire des participations de Socfinasia S.A. s'élève à 293,3 millions d'euros au 31 décembre 2016 et l'évaluation du portefeuille fait apparaître des plus-values latentes pour 96,6 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,50 par action, un acompte de EUR 0,50 ayant déjà été versé en novembre 2016.

	2016	2015
Chiffres de Socfinasia S.A. (millions d'euros)		
Actif	396,1	379,4
Actif immobilisé	303,9	300,0
Actif circulant	92,2	79,4
Passif	396,1	379,4
Capitaux propres	378,8	369,3
Dettes	17,3	10,1

Rapport de gestion social

Socfinaf S.A. (Luxembourg) - 58,85%

Cette société possède des participations dans des sociétés d'Afrique tropicale actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2016, le bénéfice net s'établit à 13 millions d'euros contre 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La valeur d'inventaire des immobilisations financières s'élève à 238,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 et l'évaluation du portefeuille dégage des plus-values latentes pour 237 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. proposera à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire le paiement d'un dividende final de EUR 0,10 par action.

	2016	2015
Chiffres de Socfinaf S.A. (millions d'euros)		
Actif	466,8	441,6
Actif immobilisé	451,2	425,7
Actif circulant	15,6	15,9
Passif	466,8	441,6
Capitaux propres	234,0	221,2
Dettes	232,8	220,4

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de Socfin de EUR 8.993.533,75, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 89.951.007,44 forment un solde bénéficiaire de EUR 98.944.541,19 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	89.504.727,86
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	943.981,33
90% aux 14.159.720 actions	8.495.832,00
soit EUR 0,60 par action dont EUR 0,10 déjà versé en novembre 2016	98.944.541,19

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,60 par action.

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 148.896.044,26 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.492.000,00
Autres réserves	56.577.611,40
Autres réserves disponibles	321.705,00
Report à nouveau	89.504.727,86
	148.896.044,26

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 72 de EUR 0,50 sera détachable le 12 juin 2017 et payable à partir du 14 juin 2017.

Rapport de gestion social

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2016 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2016, Socfin n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2016, la Société a émis un emprunt obligataire souscrit à hauteur de 80 millions d'euros qui porte un intérêt de 4% bruts, remboursable au pair le 9 décembre 2021.

Elle a également emprunté 15 millions d'euros à ING à un taux d'intérêt de 1,80%, remboursable en six semestrialités égales à partir du 31 janvier 2017.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) b)

et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.920.000 euros représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction. En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfin doivent être annulées. Au 18 février 2016, 80.280 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.

c) Le 02/01/2017, Monsieur Hubert Fabri a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 54,24% dans le capital de Socfin. 24,25% sont détenus par Geselfina, 18,33% par Afico, 11,65% par Twosun Fin. Establishment et 0,01% par Hubert Fabri.

Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 38,75% dans le capital de Socfin. 16,901% sont détenus par Bolloré, 11,532% par la Compagnie du Cambodge, 7,865% par Technifin, 1,883% par Plantations des Terres Rouges et 0,562% par la Compagnie des Glénans.

h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins. Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles. Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année* ».

Art. 22. des statuts : « *En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur* ».

Art. 31. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales* ».

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil* ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « *En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.*

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

j) Les termes et conditions de l'emprunt obligataire du 9 décembre 2016 prévoient qu'en cas de changement de contrôle de l'émetteur (i.e. Socfin), les obligataires ont le droit de demander le remboursement immédiat de leurs obligations.

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Rapport de gestion social

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

Au 31 décembre 2016, la valeur estimée de Socfin avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement du dividende intérimaire, s'élève à 412,7 millions d'euros (soit EUR 29,15 par action). Cette évaluation intègre des plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à EUR 24,23 au terme de l'exercice 2016 contre EUR 24,31 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2017 dépendra dans une large mesure de la distribution des dividendes des filiales.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, en 2016, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 58.

Nominations statutaires

Administration and Finance Corporation « AFICO », administrateur sortant, est rééligible. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2023.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Aux Actionnaires de
Société Financière des Caoutchoucs,
en abrégé SOCFIN
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers sociaux

Nous avons effectué l'audit des états financiers sociaux ci-après de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin, comprenant le bilan au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les états financiers sociaux

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers sociaux conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des états financiers sociaux ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sociaux sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sociaux ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers sociaux. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers sociaux comportent des anomalies significatives, qui pourraient provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur concernant l'établissement et à la présentation sincère des états financiers sociaux dans le but de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non celui d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne dans son ensemble.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers sociaux.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers sociaux donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats pour l'exercice se terminant à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 7. La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel dont les rapports de gestion et la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais à l'exclusion des états financiers et de nos rapports de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent à ces autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces dernières.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Autre sujet

Le rapport annuel comprend les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion social est en concordance avec les états financiers sociaux et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 27 à 28 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 101 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Bertrange, le 22 mars 2017

C - CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2016

		2016	2015
A C T I F	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		173.191.174,09	173.191.174,09
Créances sur des entreprises liées		89.732.501,00	66.399.167,00
		262.923.675,09	239.590.341,09
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		74.109.588,30	22.631.529,71
Autres créances			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.378,54	3.378,54
		74.112.966,84	22.634.908,25
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		9.612.344,82	3.047.381,77
		83.725.311,66	25.682.290,02
COMPTES DE REGULARISATION		3.250,00	2.500,00
		346.652.236,75	265.275.131,11

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

	2016	2015
PASSIF	EUR	EUR
Note		
CAPITAUX PROPRES	4	
Capital souscrit	24.920.000,00	24.920.000,00
Prime d'émission	501.846,51	501.846,51
Réserves		
Réserve légale	2.492.000,00	2.492.000,00
Autres réserves	56.899.316,40	57.869.224,40
	59.391.316,40	60.361.224,40
Résultats reportés	89.951.007,44	88.255.689,93
Résultat de l'exercice	8.993.533,75	11.144.050,84
Acomptes sur dividendes	-1.573.302,22	-1.582.222,22
	182.184.401,88	183.600.589,46
DETTES		
Emprunt obligataire non convertible		
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an	80.000.000,00	0,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	195.555,56	0,00
Dettes envers des établissements de crédit		
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an	50.000.001,00	66.666.667,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	32.556.993,78	14.297.301,90
Dettes envers des entreprises liées		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	0,00	48.000,00
Autres dettes		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1.715.284,53	662.572,75
	164.467.834,87	81.674.541,65
	346.652.236,75	265.275.131,11

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016

		2016	2015
	Note	EUR	EUR
Autres charges externes		-1.274.604,75	-1.478.458,78
Autres charges d'exploitation		-17.979,77	-18.346,93
Produits provenant de participations			
a) Provenant d'entreprises liées	5	13.928.651,09	14.878.134,68
Autres intérêts et autres produits financiers			
b) Autres intérêts et produits financiers		6.242,45	4.332,34
Intérêts et autres charges financières			
b) Autres intérêts et charges financières		-3.610.173,83	-2.221.486,53
Impôts sur le résultat		-1.476,44	-6.788,94
Résultat après impôts sur le résultat		9.030.658,75	11.157.385,84
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		-37.125,00	-13.335,00
Résultat de l'exercice		8.993.533,75	11.144.050,84

Proposition de répartition bénéficiaire

	2016	2015
	EUR	EUR
Report à nouveau	89.504.727,86	89.951.007,44
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	943.981,33	944.873,33
90% aux 14.159.720 actions	8.495.832,00	8.503.860,00
	98.944.541,19	99.399.740,77
Dividende par action	EUR 0,60	EUR 0,60

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux états financiers de l'exercice 2016

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 5 décembre 1959 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au

Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 5937.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

La Société prépare des comptes consolidés qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ou au taux inclus dans le contrat de couverture pour les éléments couverts par un contrat de change à terme. Les gains et pertes non réalisés sont comptabilisés dans la période en cours ;
- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués

individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Etats financiers sociaux

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ou sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice	173.191.174,09	173.191.174,09	66.399.167,00	80.988.055,48	239.590.341,09	254.179.229,57
Augmentations	0,00	0,00	50.000.000,00	0,00	50.000.000,00	0,00
Diminutions	0,00	0,00	-26.666.666,00	-14.588.888,48	-26.666.666,00	-14.588.888,48
Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice	173.191.174,09	173.191.174,09	89.732.501,00	66.399.167,00	262.923.675,09	239.590.341,09
Corrections de valeur au début et à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	173.191.174,09	173.191.174,09	89.732.501,00	66.399.167,00	262.923.675,09	239.590.341,09

L'augmentation des « Créances sur des entreprises liées » durant l'exercice est expliquée par l'avance complémentaire accordée à Socfinaf de EUR 50.000.000 ainsi que par le transfert de EUR 26.666.666 vers les créances à court terme.

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Socfinaf S.A.	Luxembourg	58,85	124.883.329,71	31.12.2016	EUR	234.009.950	12.991.885
Socfinasia S.A.	Luxembourg	57,79	47.762.434,12	31.12.2016	EUR	378.776.795	36.079.347
Induservices S.A. (*)	Luxembourg	35,00	35.000,00	31.12.2016	EUR	211.166	3.222
Management Associates S.A. (*)	Luxembourg	20,00	400.000,00	31.12.2016	EUR	2.686.941	-112
			173.080.763,83				

(*) Sur base de données financières non auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1er janvier 2015	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.767.663,40	75.745.872,13	23.585.373,35	-3.164.444,44
Affectation du résultat de l'exercice 2014 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 27 mai 2015 :							
• Résultats reportés					12.509.817,80	-12.509.817,80	
• Dividendes						-7.120.000,00	
• Tantièmes						-791.111,11	
• Acomptes sur dividendes 2014						-3.164.444,44	3.164.444,44
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 29 octobre 2015							
							-1.582.222,22
Extourne coupons prescrits				101.561,00			
Résultat de l'exercice 2015						11.144.050,84	
Situation au 31 décembre 2015	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.869.224,40	88.255.689,93	11.144.050,84	-1.582.222,22
Affectation du résultat de l'exercice 2015 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2016 :							
• Résultats reportés					1.695.317,51	-1.695.317,51	
• Dividendes						-7.079.860,00	
• Tantièmes						-786.651,11	
• Acomptes sur dividendes 2015						-1.582.222,22	1.582.222,22
Annulation titres							
				-1.018.196,00			
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 28 octobre 2016							
							-1.573.302,22
Extourne coupons prescrits				48.288,00			
Résultat de l'exercice 2016						8.993.533,75	
Situation au 31 décembre 2016	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	56.899.316,40	89.951.007,44	8.993.533,75	-1.573.302,22

Capital souscrit

Au 31 décembre 2016, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.920.000 représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 80.280 actions doivent être annulées. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts sont en cours, toutefois l'impact de cette loi est reflété dans les comptes (autres réserves).

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2016	2015
	EUR	EUR
Dividendes reçus	11.324.180,18	12.373.884,68
Intérêts sur créances	2.604.470,91	2.504.250,00
	13.928.651,09	14.878.134,68

Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2016, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 12.812 de jetons de présence et EUR 943.981 de tantièmes.

Note 7. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des sociétés qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans ces pays d'Afrique (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et République Démocratique du Congo) et d'Asie du Sud-Est (Cambodge et Indonésie), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 8. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

